



JEUDI 26 NOVEMBRE 2020

COVID : vous êtes sommé de rester chez vous, gagner sa vie n'est pas un service essentiel.

- ▶ Les pandémies sont terminées quand le public décide qu'elles sont terminées (Ryan McMaken) p.2
- ▶ Pourquoi les pandémies de 1958 et 1918 n'ont-elles pas détruit l'économie ? Indice : c'est le verrouillage (Ryan McMaken) p.5
- ▶ Ce que la loi sur la limitation de vitesse de 55 Mph nous apprend sur les confinements COVID (Ryan McMaken) p.9
- ▶ La déclaration de Great Barrington : Quelques mots de prudence p.13
- ▶ Ce que le battage publicitaire sur le vaccin Covid ne mentionne pas p.17
- ▶ LE DÉVELOPPEMENT DURABLE p.18
- ▶ L'obsession de l'énergie éolienne peu fiable transforme l'alimentation électrique de la Grande-Bretagne en une faiblesse de 90 livres (StopTheseThings) p.23
- ▶ « En matière de résilience et changement climatique, la 1ère des choses à faire est de nommer un premier adjoint en charge de ces sujets » p.30
- ▶ Comprendre la valeur des scénarios énergétiques (Philippe Gauthier) p.32
- ▶ Écologie : dois-je quitter mon travail ? (Bon Pote) p.38
- ▶ Interruption (in)volontaire de vieillesse (Biosphere) p.43
- ▶ LE POINT DE VUE DE PEPE (ESCOBAR)... (Patrick Reymond) p.44

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **USA: Ron Paul et le Covid-19: Ne laissons pas les politiques dicter la science !** (Tyler Durden) p.47
- ▶ La plupart des gens qui suivent uniquement les médias traditionnels ignorent complètement la vérité p.48
- ▶ **Aux USA, la dette du gouvernement et des entreprises est devenue hors de contrôle ! L'Amérique se dirige vers la faillite !** p.49
- ▶ **L'effondrement de l'aérien, 120 milliards de perte pour les compagnies !** (Charles Sannat) p.50
- ▶ **« Dupond-Moretti est riche. Bravo, il devrait être aux finances !! »** (Charles Sannat) p.51
- ▶ **Et pourtant il tourne !** (Michel Santi) p.58
- ▶ **La Compliance et la Banque dans un monde qui change** (Michel Santi) p.60
- ▶ **L'inflation est plus forte qu'on ne le dit et elle est plus nuisible** (Daniel Lacalle) p.61
- ▶ **Le "grand Reset" et le risque d'un plus grand interventionnisme** (Daniel Lacalle) p.64
- ▶ **« En Bourse, plus ça monte et plus il y a de cons! »** (Bruno Bertez) p.66
- ▶ **En Bourse on ne peut aller que d'excès en excès** (Bruno Bertez) p.67
- ▶ **Ne confondez pas monnaie et richesse (2/2)** (Bryce McBride) p.68
- ▶ **Dette, la meilleure et la pire des choses** (Bruno Bertez) p.70
- ▶ **Quelle leçon retenir de l'Argentine ?** (Bill Bonner) p.71



<Parce qu'ils fonctionnent « un peu » répondrons certains. Mais il est impossible de prouver ce « un peu »>

Les pandémies sont terminées quand le public décide qu'elles sont terminées

Ryan McMaken 11/21/2020 Mises.org



Au Colorado, les cas signalés et les hospitalisations de patients atteints de covid-19 sont plus nombreux que jamais. Et pourtant, les politiciens craignent que s'ils émettent de nouvelles ordonnances de maintien à domicile, le public ne leur obéisse pas. Par exemple, le Denver Post a rapporté la semaine dernière que les démocrates du Colorado ont admis que **le public n'écoutait plus très attentivement** :

Fenberg et beaucoup d'autres leaders de l'état sont inquiets... de savoir si une ordonnance de rester à la maison fonctionnerait cette fois-ci. Les gens se sont habitués à certaines libertés depuis le printemps, et il y en a déjà dans la population qui résistent même aux règles les moins oppressives, comme le port du masque.

"Ils ne veulent pas avoir d'ordres restrictifs que les gens ignorent complètement", a déclaré M. Fenberg. "Une fois que vous franchissez cette ligne, sérieusement, cela commence vraiment à s'effiloche, lorsque les gens ne suivent plus du tout les ordres".

Nous allons ignorer le cadre effrayant de la question qui consiste à savoir comment les citoyens se sont lamentablement "habitués à certaines libertés" comme celle de pouvoir quitter sa maison. Mais Fenberg a raison de penser qu'il est peu probable que le public soit aussi respectueux cette fois-ci.

Et que se passera-t-il si les Américains commencent à agir comme s'il n'y avait pas de pandémie ? Alors, la pandémie est de facto terminée, même si les "experts" insistent sur le fait que ce n'est pas encore une réalité.

Pandémies médicales vs. pandémies sociales

En d'autres termes, les agences gouvernementales peuvent publier des déclarations sur la date de fin des pandémies, mais comme l'a noté le New York Times en mai dernier,

Les pandémies ont généralement deux types de fin : la fin médicale, qui survient lorsque les taux d'incidence et de mortalité chutent, et la fin sociale, lorsque l'épidémie de peur de la maladie s'atténue.

Lorsque les gens demandent "Quand cela va-t-il finir ?", ils s'interrogent sur la fin sociale", a déclaré le Dr Jeremy Greene, historien de la médecine à Johns Hopkins. En d'autres termes, une fin peut survenir non pas parce qu'une maladie a été vaincue, mais parce que les gens se fatiguent du mode panique et apprennent à vivre avec une maladie

Cela s'est déjà produit. Lors de la pandémie de grippe asiatique de 1957-58, par exemple, le public n'a pas vraiment tenu compte du fait que la grippe était particulièrement virulente cette année-là. On estime aujourd'hui que plus de cent mille personnes sont mortes de la grippe au cours de cette période, ce qui équivaldrait à 220 000 Américains aujourd'hui. En effet, les Américains ont continué à mourir de la grippe asiatique jusqu'à la saison de la grippe de 1960 et au-delà. Mais en ce qui concerne le public, il n'y a pas eu de pandémie sociale nécessitant de rester à la maison ou de fermer les écoles.

Il semble que de nombreux Américains s'orientent déjà dans cette direction maintenant. Selon un nouveau rapport publié ce mois-ci par Gallup, le pourcentage d'Américains qui se disent "très susceptibles" de se confiner sur place est passé de 67 % fin mars à 49 % au 1er novembre. Le pourcentage de personnes interrogées déclarant qu'il est "très peu probable" ou "assez peu probable" qu'elles respectent les ordonnances de rester à la maison a doublé, passant de 15 % à 33 %. Cette tendance s'est notamment produite malgré le fait que de plus en plus d'Américains dans le sondage disent également qu'ils pensent que la situation du virus "s'aggrave". En d'autres termes, les Américains ne pensent pas que la maladie est sur le point de disparaître, mais moins de la moitié d'entre eux disent qu'il est très probable qu'ils resteront à la maison.

À ce stade, il y a fort à parier que même si de plus en plus d'Américains concluent qu'ils ne peuvent pas mettre leur vie en suspens indéfiniment, les fonctionnaires continueront d'insister sur le fait que la pandémie fait courir un risque grave à tout le monde.

Mais le public et les technocrates fonctionnent souvent selon des calendriers différents. Après tout, rester assis à la maison pendant des mois, voire des années, peut être un travail pour des intellectuels et des bureaucrates sans enfants et en col blanc, qui peuvent facilement travailler à la maison et n'ont pas à se soucier du développement social et émotionnel des enfants et des autres personnes dont ils ont la charge. Mais beaucoup d'autres sont susceptibles de considérer ce modèle de vie quotidienne comme totalement intenable.

En outre, de nombreux Américains actuellement au chômage - qui se comptent par millions - peuvent conclure que la perception de chèques de chômage indéfiniment n'est pas un substitut satisfaisant pour gagner sa vie de la manière habituelle.

Évaluer les risques

Tout cela va entrer dans le calcul du risque, et c'est pourquoi la fin reconnue par le public des pandémies est souvent différente de la fin "officielle". Le public est composé d'innombrables personnes qui font leur propre évaluation des risques sur la base des faits disponibles.

C'est aussi la raison pour laquelle il est impossible de déclarer avec certitude la fin d'une pandémie lorsque l'"immunité collective" a été atteinte. Comme l'a expliqué Michel Accad le mois dernier sur le site mis.org :

- *si l'immunité collective peut effectivement être un phénomène réel qui peut se produire dans certaines circonstances lorsque des populations sont soumises à une maladie contagieuse, il est important de reconnaître que l'immunité collective n'est pas un concept qui a une quelconque valeur pratique pour la définition de la politique de santé publique.*
- *D'une part, il n'existe aucun moyen objectif d'établir que l'immunité collective a été atteinte, car un taux "stable" de nouvelles infections est une notion subjective. Ce qui est un taux d'infection stable ou tolérable pour moi peut ne pas l'être pour vous.*

La question de savoir si la présence d'une maladie présente ou non un risque acceptable pour "le public" dépend d'innombrables évaluations individuelles des risques.

En revanche, dans le cas des ordonnances de confinements, les fonctionnaires ont pris l'initiative d'appliquer une définition arbitraire du risque acceptable, imposée par la bureaucratie. Ces fonctionnaires insistent sur le fait qu'ils doivent avoir le pouvoir de forcer le public à se retirer chez lui jusqu'à ce qu'une autorité politique centrale ait déterminé que le niveau de risque est tombé à un niveau acceptable.

Quel niveau de risque sommes-nous prêts à accepter en conduisant ?

<voir aussi texte plus loin>

Les gouvernements ont également essayé cela dans d'autres contextes.

En ce qui concerne la sécurité routière, par exemple, les agences gouvernementales fédérales et des États ont passé des années à essayer de convaincre les Américains que "55 sauve des vies" et que conduire à des vitesses plus faibles sauverait des milliers de vies américaines par an.

Ce n'était pas en soi un objectif déraisonnable, bien sûr. Aujourd'hui, plus de trente-huit mille personnes meurent chaque année dans des accidents sur les routes américaines. En outre, 4,4 millions de personnes sont blessées assez gravement pour nécessiter des soins médicaux, et les accidents de la route sont la principale cause de décès aux États-Unis pour les personnes âgées de 1 à 54 ans.

Un effort concerté pour réduire le nombre de morts sur les routes pourrait sauver des centaines de milliers de vies en une seule décennie. De plus, le fait de conduire sur l'autoroute, en particulier à grande vitesse, augmente le risque non seulement pour soi-même mais aussi pour les autres automobilistes. Cela signifie que si les Américains acceptaient de rouler à faible vitesse, de porter un casque au volant et de s'abstenir de conduire pour des raisons "non essentielles", d'innombrables vies pourraient être sauvées.

Pourtant, il est clair que la plupart des Américains ont conclu depuis longtemps que la maximisation de la sécurité sur la route ne vaut pas la peine, que ce soit pour leur propre sécurité ou celle des autres. D'innombrables conducteurs américains roulent régulièrement à grande vitesse. Certains ne portent même pas leur ceinture de sécurité. De nombreuses personnes vont au magasin ou au cinéma alors qu'elles pourraient être

"en sécurité" en restant simplement chez elles. Pourtant, ces automobilistes en déplacements non essentiels continuent de mettre les autres en danger de cette manière.

Peu d'Américains semblent considérer cela comme un problème grave. La plupart des gens acceptent simplement le risque d'accident de la route comme une autre partie de la vie.

La même chose, bien sûr, s'est toujours produite dans le contexte de la maladie, et il est probable qu'elle se produise dans le contexte du covid-19. Avec le temps, de plus en plus d'Américains accepteront simplement que le risque d'attraper diverses maladies fasse partie de la vie. Cela s'est produit il y a longtemps avec la grippe hivernale qui tue encore des dizaines de milliers d'Américains chaque année.

Lorsque cela se produira enfin pour la plupart des citoyens en ce qui concerne le covid-19, la pandémie sera de facto terminée, même si de nombreux politiciens et bureaucrates ne seront sans doute pas d'accord.

Ryan McMaken (@ryanmcmaken) est rédacteur en chef à l'Institut Mises. Envoyez-lui vos propositions d'articles pour le Mises Wire et The Austrian, mais lisez d'abord les directives pour les articles. Ryan est diplômé en économie et en sciences politiques de l'université du Colorado et a été économiste du logement pour l'État du Colorado. Il est l'auteur de *Comme Cowboys : The Bourgeoisie and the Nation-State in the Western Genre*.

Pourquoi les pandémies de 1958 et 1918 n'ont-elles pas détruit l'économie ? Indice : c'est le verrouillage

Ryan McMaken 05/21/2020 Mises.org



Les experts des médias et les politiciens ont maintenant l'habitude de prétendre que c'est la pandémie elle-même qui a fait monter le chômage en flèche et chuter la croissance économique. On prétend que les travailleurs malades et mourants, les consommateurs effrayés et les chaînes d'approvisionnement perturbées provoqueraient le chaos économique. Certains ont même prétendu que les arrêts de travail aidaient en fait l'économie, car on prétend que le fait de permettre la propagation de la maladie détruira en soi l'emploi et la croissance économique.¹

En laissant de côté le fait qu'il n'y a aucune preuve que les fermetures fonctionnent réellement, nous pouvons néanmoins nous pencher sur les pandémies passées - où les interventions gouvernementales coercitives étaient tout au plus sporadiques - nous devrions constater d'immenses dommages économiques. Plus précisément, nous pouvons nous pencher sur **la pandémie de 1957-58 <la grippe asiatique>**, qui a été plus meurtrière que la pandémie COVID-19 ne l'a été jusqu'à présent. Nous pouvons également nous pencher sur la pandémie de **1918-19 <la grippe espagnole>**. Mais nous verrons que ni l'une ni l'autre n'a produit de dommages économiques d'une ampleur que nous constatons aujourd'hui en raison des mesures de confinement imposées

par le gouvernement. Cela contredit complètement les affirmations selon lesquelles les mesures de confinement ne sont qu'un facteur mineur de la destruction économique et que le virus lui-même est le véritable coupable.

Réactions économiques en 1957-58 et en 1918-19

<Remarque : ces comparaisons sont-elles pertinentes ? 1) 1918-19 (en fait la grippe espagnole a débuté en 1913) est une période de fin de la première guerre mondiale. Que vaut le calcul d'un PIB en temps de guerre ? Ou d'après-guerre puisque l'Europe était en reconstruction en 1918-19 ? 2) En 1957-58 nous sommes encore à cette époque dans une forte croissance économique d'après-guerre (7% par année, avec des pays en reconstructions) que l'on désigne par « les 30 glorieuses ».>

Le CDC estime qu'en date du 18 mai de cette année, environ 90 000 Américains sont morts du COVID-19. Ajusté à la taille de la population, cela donne un taux de mortalité de 272 par million.

C'est (jusqu'à présent) moins de la moitié du taux de mortalité de la pandémie de grippe de 1957-58. Dans cette pandémie, on estime que jusqu'à 116 000 Américains sont morts. Pourtant, la population américaine était alors beaucoup plus faible, ne totalisant que 175 millions d'habitants. Corrigée de la taille de la population, la mortalité due à la pandémie de "grippe asiatique" de 1957-58 était de plus de 660 par million.

C'est l'équivalent de 220 000 décès aux États-Unis aujourd'hui.

Pourtant, en 1957, les Américains n'ont pas réagi en fermant le commerce, en forçant les gens à "s'enfermer" ou en faisant grimper le chômage à des niveaux comparables à ceux de l'époque de la dépression. En fait, les rapports montrent que les Américains n'ont guère agi au-delà des mesures habituelles visant à ralentir la propagation des maladies : se laver les mains, rester à la maison lorsqu'on est malade, etc.

Bien que le virus semble avoir joué un rôle dans la récession de 1958, les effets économiques ont été minuscules par rapport à ce à quoi les États-Unis sont aujourd'hui confrontés en raison de la réaction au virus COVID-19. Cela suggère que la plupart des dommages économiques subis actuellement par les travailleurs et les ménages aux États-Unis sont davantage le résultat de la réaction politique au virus que du virus lui-même.

La pandémie de 1957-58 a été un problème grave et mortel pour beaucoup. Lorsque des cas de grippe asiatique ont commencé à se répandre, il est devenu évident pour de nombreux scientifiques et autres observateurs que cette grippe avait quelque chose de différent et de mortel. En effet, selon D.A. Henderson et al. dans "Public Health and Medical Responses to the 1957-58 Influenza Pandemic", "les humains de moins de 65 ans ne possédaient aucune immunité contre cette souche H2N2", ce qui signifie que "les taux d'attaque les plus élevés se situaient chez les enfants d'âge scolaire et les jeunes adultes jusqu'à 35 ou 40 ans". Le nombre total de décès dus à la grippe au cours de cette période varie entre 70 000 et 116 000. C'est pour le moins préoccupant. Avec des Américains plus jeunes, dont beaucoup sont dans la force de l'âge, sensibles à la maladie, on pourrait s'attendre à des coûts importants en termes de croissance économique et de santé.

Quelle a été la réaction politique à cette situation ? Henderson et al. poursuivent :

La pandémie de 1957-58 était une maladie qui se propageait si rapidement qu'il est rapidement devenu évident pour la santé américaine officielles que les efforts pour arrêter ou ralentir sa propagation étaient futiles. Ainsi, aucun effort n'a été fait pour mettre en quarantaine des individus ou des groupes, et une décision délibérée a été prise de ne pas annuler ou reporter les grandes réunions

telles que les conférences, les rassemblements religieux ou les événements sportifs dans le but de réduire la transmission. Aucune tentative n'a été faite pour limiter les déplacements ou pour filtrer les voyageurs de quelque manière que ce soit. L'accent a été mis sur la fourniture de soins médicaux à ceux qui étaient affligés et sur le maintien du fonctionnement continu des services communautaires et de santé..... Il n'a pas été signalé que des événements majeurs ont été annulés ou reportés, à l'exception des matchs de football des lycées et collèges, qui ont souvent été retardés en raison du nombre de joueurs affligés.

En 1957-58, la disponibilité des services médicaux était préoccupante. Mais l'accent était alors mis sur l'augmentation des services médicaux plutôt que sur les quarantaines imposées par l'État et les mesures de "distanciation sociale". Un vaccin n'offrait pas non plus de solution facile :

Les responsables de la santé espéraient que d'importantes quantités de vaccins seraient disponibles en temps voulu et des efforts particuliers ont été déployés pour accélérer la production de vaccins, mais les quantités disponibles sont arrivées trop tard pour affecter l'impact de l'épidémie.

Les écoles et les lieux de travail ont été touchés par les absences d'élèves et de travailleurs, mais l'absentéisme scolaire a été un facteur plus important, certaines écoles ayant même été fermées pour de courtes périodes en raison du grand nombre d'élèves manquants. L'absentéisme n'a pas augmenté au point de provoquer des pénuries :

Les données disponibles sur l'absentéisme industriel indiquent que les taux étaient faibles et qu'il n'y a pas eu d'interruption des services essentiels ou de la production. L'impact global sur le PIB a été négligeable et se situe probablement dans la fourchette des variations économiques normales.

Dans l'ensemble, l'économie a diminué d'environ 2 % au cours des premier et deuxième trimestres de 1958, mais tout cela ne peut être attribué aux effets du virus **< Les pertes économiques dû à l'absentéisme, à la perturbation des échanges commerciaux et des voyages, et à la baisse de la demande directement due à la maladie ou à la peur de la maladie.>**. Le chômage à l'époque a également augmenté, atteignant un pic de 7,5 % en juillet 1958. Cependant, la croissance économique est redevenue positive au quatrième trimestre 1958 et a atteint plus de 9 % en 1959. Le chômage était tombé à 5 % en juin 1959.

Mais l'impact économique global du virus lui-même n'était guère désastreux. Henderson et al. concluent :

Malgré le grand nombre de cas, l'épidémie de 1957 n'a pas semblé avoir un impact significatif sur l'économie américaine. Par exemple, une estimation du Congressional Budget Office a constaté qu'une pandémie de l'ampleur de celle de 1957 réduirait le PIB réel d'environ 1 % "mais ne provoquerait probablement pas de récession et pourrait ne pas être distinguée de la variation normale de l'activité économique".

La pandémie de 1918-19, qui a causé un nombre étonnant de décès par million dix fois supérieur à celui de la pandémie de 1957-58, n'a pas non plus produit de catastrophe économique. Selon les économistes Efraim Benmelech et Carola Frydman, les États-Unis sont entrés dans la pandémie de 1918-1919 en mauvaise posture économique grâce à la Grande Guerre,

La grippe espagnole n'a pratiquement pas laissé de traces visibles sur l'ensemble de l'économie américaine.... Selon certaines estimations, le produit national brut réel a en fait augmenté en 1919, bien que d'un modeste 1% (Romer 1988). Dans une nouvelle étude, Velde (2020) montre que la plupart des

indicateurs de l'activité économique globale ont légèrement souffert, et que ceux qui ont diminué de manière plus significative juste après l'épidémie de grippe, comme la production industrielle, se sont redressés en quelques mois.

On ne peut pas non plus attribuer à la pandémie la responsabilité de la récession de 1921, car "à cette époque, la baisse de la production avait tout à voir avec l'effondrement des prix des matières premières lorsque la production européenne de l'après-guerre a finalement repris".

Comment les pandémies affectent-elles la croissance économique ?

Il n'est donc pas surprenant que nous trouvions des estimations relativement modérées dans un rapport de la Banque mondiale de 2009 estimant les conséquences économiques des nouvelles pandémies. Les auteurs ont conclu que les pandémies modérées et graves entraîneraient une baisse du PIB de 2 à 5 %. Ou, comme l'a résumé un rapport de Reuters en 2009 :

Si nous sommes frappés par quelque chose comme la grippe asiatique de 1957, dites adieu à 2 % du PIB. Une maladie aussi grave que la grippe espagnole de 1918-1919 réduirait la production économique mondiale de 4,8 % et coûterait plus de 3 000 milliards de dollars.

On ne s'attendait pas à ce que même une pandémie de l'ampleur de celle de 1918 produise le genre de carnage économique que nous connaissons aujourd'hui avec le COVID-19.

La réaction en 2020

Il va sans dire que l'économie semble aujourd'hui dans un état bien pire au lendemain de la pandémie de 2020 qu'au lendemain de l'épidémie de 1957-58, voire en 1919.

En avril 2020, le taux de chômage est passé à 14,4 %, le taux le plus élevé enregistré depuis la Grande Dépression. La Réserve fédérale d'Atlanta, quant à elle, prévoit une baisse du PIB de plus de 40 %. Des estimations plus modérées suggèrent une baisse de 8 à 15 %. Si les prévisions les plus modérées se révèlent exactes, alors le ralentissement actuel n'est "que" le pire depuis la Grande Dépression. Si la Fed d'Atlanta a raison, alors **nous sommes dans un désastre économique sans précédent.**

Les estimations de la Banque mondiale, qui prévoyait une chute du PIB d'environ 5 %, même en cas de pandémie "grave", sont loin d'atteindre les estimations pour l'effondrement de 2020. Et pourquoi le seraient-elles ? Le rapport de la Banque mondiale n'a pas anticipé la fermeture économique mondiale imposée à des milliards d'êtres humains par les régimes du monde. Ainsi, les estimations de la banque supposaient que **les pertes économiques se limiteraient à l'absentéisme, à la perturbation des échanges commerciaux et des voyages, et à la baisse de la demande directement due à la maladie ou à la peur de la maladie.**

Alors pourquoi cette énorme différence dans les effets économiques ? La réponse réside presque certainement dans le fait qu'en 2020, les gouvernements - comme à aucune autre période de l'histoire américaine - se sont engagés dans des fermetures d'entreprises à grande échelle, dans des ordonnances de "séjour à domicile" et dans d'autres actions mandatées et imposées par les États qui ont conduit à des licenciements massifs et à une chute de la production économique.

Les défenseurs des "verrouillages" imposés par le gouvernement ont insisté sur le fait que la peur du virus aurait détruit l'économie même sans verrouillages, mais il n'existe aucun précédent historique à cette affirmation, et

aucune preuve actuelle pour l'étayer. Bien que certaines données d'enquête suggèrent que plus de 60 % des Américains déclarent qu'ils prévoient de se conformer à des ordonnances de rester à la maison, cela nous dit simplement comment les gens font des projets lorsqu'ils sont menacés d'amendes, de harcèlement policier et d'autres mesures coercitives.

En réalité, l'expérience de la pandémie de 1957-58 - ou même de 1918-19 - ne nous donne aucune raison de croire que le chômage devrait augmenter à un rythme sans précédent et que le PIB s'effondrerait à des niveaux catastrophiques. Dans une économie industrialisée moderne, ce type de dommages économiques n'est possible que par le biais d'interventions gouvernementales, telles que les coups d'État socialistes, les guerres et les fermetures économiques forcées au nom de la lutte contre la maladie.

Le coût en termes de vies humaines sera important. Une étude soutient que le ralentissement économique actuel pourrait entraîner soixante-quinze mille "morts de désespoir". Cela n'est cependant pas choquant, car les effets fatals du chômage et du déclin économique sont connus depuis des décennies.

Les défenseurs de l'immobilisation continueront probablement à affirmer que "nous n'avons pas d'autre choix" que de poursuivre l'immobilisation pendant de longues périodes. À tout le moins, nombreux sont ceux qui affirment que les fermetures ont jusqu'à présent "valu la peine". Pourtant, l'efficacité des mesures d'enfermement reste une question ouverte, et n'a guère été prouvée. En attendant, le monde est confronté à la pire catastrophe économique qu'il ait connue depuis des siècles. Il n'était pas nécessaire qu'il en soit ainsi.

NOTES :

1. Par exemple, Politico cite cette semaine un économiste qui affirme que la maladie elle-même est la cause du ralentissement économique. "L'histoire économique n'est pas vraiment une histoire d'enfermement, et nous allons faire des erreurs en poursuivant ce récit. Il s'agit vraiment de la maladie".
2. Henderson, et al. notent que le fait que certains Américains âgés aient apparemment une certaine immunité est dû à l'exposition à une souche similaire du virus à la fin du XIXe siècle. Néanmoins, la population des plus de 65 ans représente encore 60 % de tous les décès dus à la grippe asiatique.

Ce que la loi sur la limitation de vitesse de 55 Mph nous apprend sur les confinements COVID

Ryan McMaken 05/27/2020 Mises.org

<J-P : en réduisant encore plus la vitesse, jusqu'à 80 kms/h, le nombre de morts tomberait presque à 0. Intéressé ?>



Pendant les crises pétrolières des années 1970, le Congrès a tenté de réduire la consommation d'essence en imposant une limitation de vitesse réduite pour les véhicules sur toutes les routes. Mais ces efforts se sont

rapidement transformés en une campagne nationale visant à accroître la sécurité routière par l'abaissement des limites de vitesse. Les données du gouvernement ont montré que des milliers de vies pourraient être sauvées chaque année en faisant respecter les limites de vitesse réduites.

Des millions d'automobilistes américains n'ont cependant pas été impressionnés. Le non-respect des limitations de vitesse s'est généralisé, car de nombreux Américains ont conclu qu'il valait mieux accepter un risque de décès plus élevé sur les routes - pour eux-mêmes et pour les personnes qui les entourent - que de rouler à une vitesse réduite. Les efforts de propagande du gouvernement, tels que le slogan "55 sauve des vies", se sont révélés inefficaces et la limite de vitesse nationale a été abrogée en 1995.

L'expérience peut être instructive aujourd'hui car de nombreux décideurs politiques américains insistent sur le fait que les Américains doivent accepter les fermetures massives et les ordres de rester à la maison au nom de la réduction des décès dus à COVID-19. Cependant, étant donné que les Américains se sont montrés peu disposés à réduire la vitesse sur les autoroutes - même face à la menace de contraventions et d'accidents mortels - il est probable qu'ils ignoreront bientôt de manière générale les conférences des "experts" et des décideurs politiques sur la justesse de la destruction des entreprises et des moyens de subsistance au nom de la sécurité.

Une limitation de vitesse nationale

En 1974, le Congrès a adopté la loi nationale sur la vitesse maximale (NMSL). Cette loi obligeait les États à abaisser la vitesse maximale autorisée sur les autoroutes à 55 miles par heure afin de recevoir des fonds fédéraux pour les autoroutes. Jusqu'à cette date, la plupart des États avaient des limitations de vitesse allant de 60 à 70 miles par heure.

La loi a été adoptée dans l'espoir qu'une réduction de la vitesse entraînerait une diminution de la consommation d'essence en pleine crise pétrolière de l'époque.

Pourtant, lorsque les crises pétrolières se sont atténuées et que le prix du pétrole s'est effondré au début des années 1980, la loi nationale sur les limitations de vitesse est restée en vigueur.

À l'époque, les partisans de cette loi affirmaient qu'une limitation de vitesse à 55 km/h était nécessaire comme mesure de sécurité et qu'elle permettait de sauver des milliers de vies chaque année. Un message d'intérêt public de 1977 affirmait que "depuis 1974, la vitesse de 55 km/h est le principal facteur de réduction du nombre de morts sur les routes, soit 36 000 personnes". L'un d'entre eux est peut-être vous". Une annonce de 1978 concluait : "55 mph. C'est une loi avec laquelle nous pouvons vivre". Le narrateur a rappelé aux téléspectateurs : "en 1975, le nombre de morts sur les autoroutes avait diminué de plus de 9000 depuis 1973..... En ralentissant, nous avons tous contribué à sauver plus de 9000 personnes."



<https://www.youtube.com/watch?v=GxBeSp8m5bw>

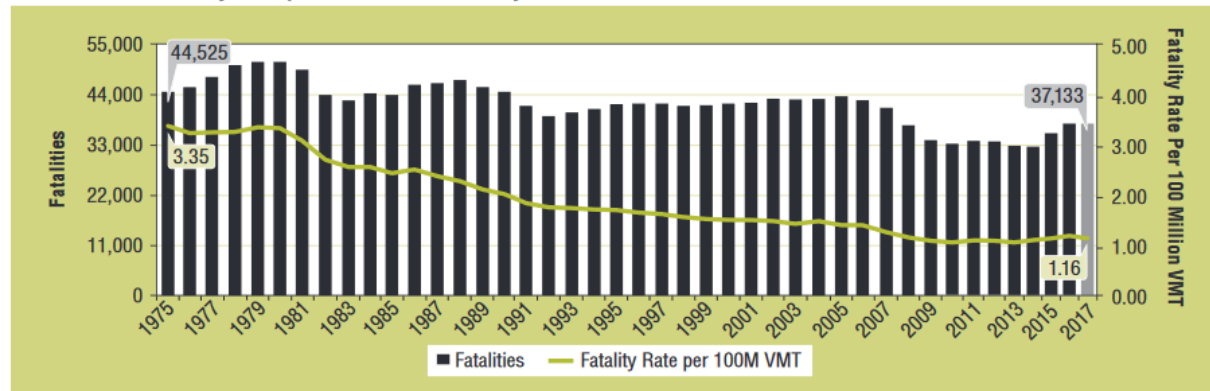
Message d'intérêt public "55 MPH" (1978)

L'objectif était louable. Aujourd'hui, plus de 38 000 personnes meurent chaque année dans des accidents sur les routes américaines. En outre, 4,4 millions de personnes sont blessées assez gravement pour nécessiter des soins médicaux, et les accidents de la route sont la principale cause de décès aux États-Unis pour les personnes âgées de 1 à 54 ans.

Les accidents mortels étaient encore plus fréquents dans le passé. Au début de l'utilisation massive de l'automobile, c'est-à-dire dans les années 1920, le nombre de décès par 100 millions de véhicules-miles parcourus (VMT) était beaucoup plus élevé qu'aujourd'hui. En 1925, par exemple, le nombre de décès s'élevait à 16,9 pour 100 millions de kilomètres parcourus. Le taux des années vingt quinze était de 1,2. En 1974, lorsque le NMSL a été adopté, le nombre de décès par 100 millions de VMT était presque trois fois supérieur à ce qu'il est aujourd'hui, soit 3,5.

Par habitant, le nombre de décès était également beaucoup plus élevé dans le passé. En 1974, le nombre de décès dus à des accidents s'élevait à 21,1 pour 100 000, mais il n'était plus que de 11,6 en 2015.

Figure 1
Fatalities and Fatality Rate per 100 Million VMT, by Year, 1975–2017

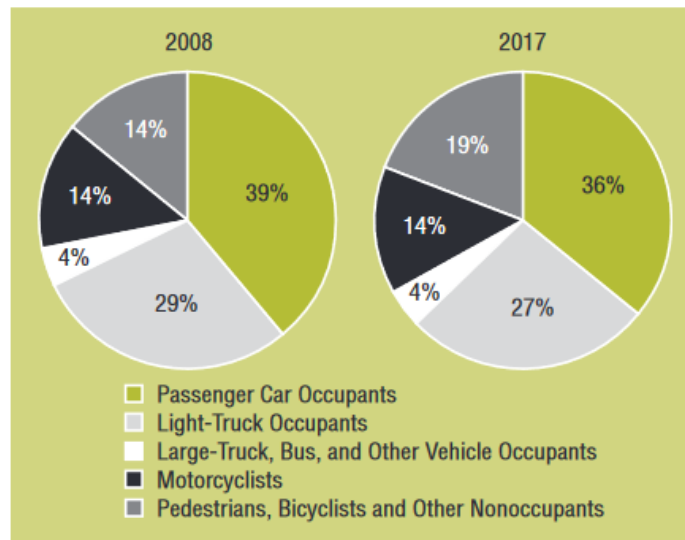


Sources: FARS 1975–2016 Final File, 2017 ARF; Vehicle Miles Traveled (VMT): FHWA.

Source :Centre national de statistiques et d'analyse, 2017 Fatal MotorVehicle Crashes : Overview (Washington, DC : National Highway Traffic Safety Administration, 2018). **Le nombre de morts par habitant a atteint un pic dans les années 1960**, bien que le nombre de morts sur les routes soit en baisse depuis plusieurs décennies.

Les partisans de la campagne "55 sauve des vies" ont été heureux de s'attribuer le mérite de la baisse du nombre de décès sur les routes dans les années 1970 et 1980. Un rapport de 1984 du Conseil national de la recherche a affirmé que lorsque le nombre de décès sur les routes a diminué de 9 100 entre 1973 et 1974, les nouvelles limitations de vitesse ont permis de sauver jusqu'à 5 000 vies. Un rapport de 1980 de la National Highway Traffic Safety Administration a estimé que 41 951 vies ont été sauvées grâce à l'abaissement des limitations de vitesse de 1974 à 1979.

Figure 2
Fatality Composition, 2008 and 2017



Source: FARS 2008 Final File, 2017 ARF

Note: Sum of individual slices may not add up to 100 percent due to rounding.

Ces affirmations surestiment probablement le rôle de la réduction de la vitesse dans la diminution du nombre de morts. Une tendance à la baisse était déjà en place avant 1974, et la tendance s'est poursuivie après l'abrogation de la loi. Néanmoins, de nombreux chercheurs ont affirmé - de manière plus plausible - que (toutes choses étant égales par ailleurs) la réduction des vitesses a entraîné une diminution du nombre de décès. Comme l'a conclu l'Organisation mondiale de la santé (OMS), "des études suggèrent qu'une diminution de 1 km/h de la vitesse de déplacement entraînerait une réduction de 2 à 3 % des accidents de la route". En outre, lorsque des accidents de la route se produisent, ils sont plus susceptibles d'être mortels à des vitesses plus élevées. Tout cela est logique, bien sûr. Plus la vitesse de déplacement est élevée, moins on a le temps de réagir à un événement inattendu.

La limitation de vitesse nationale est abrogée

Malgré tout cela, l'opposition politique à la NMSL s'est accrue et la non-conformité a été généralisée.

Après tout, les mesures de sécurité n'étaient pas sans coût, et les gens ordinaires le savaient. Pour ceux qui faisaient de longs trajets, le temps passé en voiture pouvait être réduit de manière significative en roulant à plus de 55 mph. Étant donné qu'il a été démontré que les longs trajets ont un impact sur la santé et la qualité de vie des navetteurs, accélérer ses déplacements n'est pas un simple luxe. Les effets d'une réduction des limitations de vitesse sur le coût de la vie pourraient également être significatifs. La réduction des vitesses s'applique également à tous les conducteurs professionnels, ce qui augmente le coût du transport de marchandises tout en faisant monter les prix et en réduisant l'emploi dans les services qui impliquent de parcourir un grand nombre de kilomètres sur les autoroutes. **Comme pour les règlements inspirés de COVID-19, les règlements visant à réduire le nombre de morts sur les autoroutes entraînent des coûts ailleurs.** Les gens font des calculs basés sur ces réalités.

Il n'est donc pas surprenant que les automobilistes américains roulent en très grande majorité à des vitesses illégales supérieures à 55 miles par heure. De nombreux États comportant de vastes zones rurales - où les déplacements routiers rapides sont les plus rentables - ont trouvé des moyens de réduire au minimum l'application de la réglementation par le biais de mesures telles que la réduction des amendes et la non comptabilisation des contraventions pour excès de vitesse dans les "points" du permis de conduire¹.

En 1995, l'opposition politique était suffisante pour conduire à l'abrogation totale de la loi nationale sur la vitesse maximale. À ce moment-là, la plupart des États sont revenus à des lois sur les limitations de vitesse similaires à celles qui existaient avant l'adoption de la LNMV. Les Américains étaient heureux de conduire à des vitesses plus élevées - et potentiellement plus mortelles - avec moins de risques de contraventions pour excès de vitesse.² A l'approche de l'abrogation, une chronique pro-abrogation publiée en 1995 dans le Los Angeles Times comparait la limite de vitesse nationale **à la prohibition nationale de l'alcool** et qualifiait le mandat de limitation de vitesse de "loi la plus violée de l'histoire américaine".

Les Américains acceptent un risque plus élevé pour une vitesse plus élevée

Malgré les efforts répétés des responsables gouvernementaux et des militants de la sécurité pour inciter les automobilistes à ralentir, les automobilistes américains ont montré qu'ils étaient prêts à accepter un risque de mort plus élevé pour pouvoir circuler plus rapidement sur les autoroutes. Cela a été particulièrement vrai lorsqu'il est apparu clairement que la sécurité pouvait être améliorée d'autres façons. Il s'agissait notamment d'améliorer les dispositifs de sécurité sur les voitures elles-mêmes et de construire des routes plus sûres. Néanmoins, comme le taux de mortalité augmentait rapidement dans les années 1960, les Américains ont acheté plus de voitures et ont parcouru plus de kilomètres.

Mais, dans l'ensemble, dès le début de l'ère de l'automobile, les Américains ont simplement accepté le fait que la conduite rapide est une activité assez risquée. Mais il n'en reste pas moins que des centaines de milliers d'Américains meurent dans des accidents de voiture chaque décennie. Décennie après décennie.

Il est probable que cela s'avérera instructif à l'ère des verrouillages pour COVID-19, car on dit aux Américains d'abandonner des activités en personne telles que la scolarité, de reporter des traitements médicaux importants et de fermer leurs entreprises parce que toutes ces choses pourraient sauver des vies.

Les Américains n'étaient pas prêts à ralentir pour réduire le nombre de morts sur les routes. Seront-ils prêts à vivre dans l'isolement dans l'espoir de contribuer à réduire le nombre de décès dus au COVID-19 ? L'expérience montre que beaucoup ne le feront pas.

Si nous traitons les décès dans la circulation comme nous le faisons pour les décès par COVID

<on les piscines, les escaliers, etc.>

D'autre part, les Américains pourraient être plus prudents au volant si les agences gouvernementales et les médias adoptaient une approche similaire à celle qu'ils ont adoptée pour les décès par COVID-19.

Imaginez un monde où les médias font quotidiennement les gros titres sur le nombre total de morts sur les routes nationales tout en présentant ces décès comme un problème à résoudre par une action collective nationale et des politiques gouvernementales draconiennes. Imaginez que le New York Times publie chaque année un énorme article en première page, dans la lignée du titre de cette semaine : "Près de 100 000 morts aux États-Unis, une perte incalculable". Cela signifierait un titre annuel comme "40 000 morts dans la circulation, une perte incalculable". Le Times énumérerait ensuite les dizaines de milliers de personnes tuées chaque année dans des accidents de voiture parce que des personnes irresponsables refusaient de ralentir ou de rester chez elles plutôt que d'encombrer les autoroutes avec un trafic dangereux. Les mères, les enfants et les grands-pères décédés seraient profilés et listés dans de grandes publications nationales illustrant le lourd fardeau de la mort imposé à la vie quotidienne par une conduite inutile. Des sites web de propagande alarmiste comme The Drudge

Report publieront des articles quotidiens sur les détails macabres des morts atroces survenues sur les routes de notre pays la semaine précédente.

Il est possible que, face à tout cela, de nombreux Américains y réfléchissent à deux fois avant de faire des trajets ou des courses "non essentielles" sur les routes. **Après tout, en restant hors de votre voiture et hors des routes, "la vie que vous sauvez peut être la vôtre".**

Ou, comme c'est le cas actuellement, le tambour quotidien de la mort peut passer au second plan et les gens accepteront simplement que nous devons évaluer quotidiennement le niveau de risque que nous sommes prêts à accepter du fait de nos activités.

À l'époque de "55 sauve des vies", d'innombrables Américains étaient prêts à bafouer les lois sur les limitations de vitesse afin de prendre plus de risques d'accidents de la route et de sanctions légales. Les critiques moralisatrices des responsables de la sécurité et des activistes ne les ont pas arrêtés. Les ordres de rester à la maison risquent de connaître un sort similaire.

NOTES :

1. De nombreux autres États et collectivités locales ont profité de la réduction des limites de vitesse en émettant un grand nombre de contraventions pour excès de vitesse. La perspective de revenus plus importants a donc limité l'opposition des gouvernements nationaux et locaux dans de nombreux cas.
2. Les limitations de vitesse réduites strictement appliquées ont toujours leurs partisans. Lee S. Friedman et al. écrivent : "Nous avons constaté une augmentation de 3,2 % des décès sur la route, attribuable au relèvement des limites de vitesse sur tous les types de routes aux États-Unis. Les augmentations les plus importantes ont été enregistrées dans les zones rurales (9,1 %) et urbaines (4 %). Nous avons estimé que 12 545 décès (intervalle de confiance [IC] de 95 % = 8739, 16 352) et 36 583 blessures dans des accidents mortels... étaient attribuables à l'augmentation des limitations de vitesse aux États-Unis..... La réduction des limitations de vitesse et l'amélioration du contrôle de l'application de la loi grâce à des réseaux de caméras de surveillance de la vitesse pourraient immédiatement réduire les vitesses et sauver des vies, en plus de réduire la consommation de gaz, de diminuer les émissions de polluants atmosphériques, d'économiser de précieuses années de productivité et de réduire le coût des accidents de la route. Voir Lee S. Friedman, Donald Hedeker et Elihu D. Richter, "Long-Term Effects of Repealing the National Maximum Speed Limit in the United States", American Journal of Public Health 99, no 9 (septembre 2009) : 1626-31, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC2724439/>.

La déclaration de Great Barrington : Quelques mots de prudence

Michel Accad, MD 10/14/2020 Mises.org

<J-P : ce qu'explique en fait cet article c'est que (tous) les politiciens en herbe se croient capable de discerner le bien du mal (pour nous).>

Avec la récente déclaration de **Great Barrington**, le mouvement anti-confinement a reçu un coup de fouet.

La proposition, présentée par trois épidémiologistes et scientifiques éminents lors d'un sommet parrainé par l'American Institute for Economic Research, semble offrir une alternative bienvenue aux politiques actuelles de verrouillage général.



Les auteurs de la déclaration recommandent des politiques de "protection ciblée" et ont déjà reçu le soutien de dizaines de milliers de professionnels de la santé publique, de médecins et de membres du grand public.

Bien que je salue la proposition comme un excellent développement et que je considère son adoption comme une amélioration probable par rapport à la situation actuelle, je dois néanmoins souligner quelques difficultés importantes concernant cette déclaration.

L'immunité des troupeaux comme objectif politique

Pour commencer, il doit être clair que la proposition est une proposition politique. Elle donne des idées générales sur ce que devrait viser la réponse de santé publique à la pandémie et donne quelques exemples des types de changements de comportement qui devraient être mis en œuvre. Les idées politiques sont des idées qui sont finalement imposées.

Quelles sont ces idées ?

Les auteurs déclarent que l'objectif de la réponse à la pandémie devrait être de parvenir à **une immunité collective**, qu'ils définissent comme *"le point à partir duquel le taux de nouvelles infections est stable"*.

<Remarque : Lorsque 100% des gens sont infectés le taux de progression de la maladie devient stable>

Si cette définition est adéquate, et si l'immunité collective peut effectivement être un phénomène réel qui peut se produire dans certaines circonstances lorsque des populations sont soumises à une maladie contagieuse, il est important de reconnaître que **l'immunité collective n'est pas un concept qui a une quelconque valeur pratique pour la définition de la politique de santé publique.**

D'une part, il n'existe aucun moyen objectif d'établir que l'immunité collective a été atteinte, car un taux "stable" de nouvelles infections est une notion subjective. Ce qui est un taux d'infection stable ou tolérable pour moi

<ou un pays> peut ne pas l'être pour vous.

En outre, il n'y a aucune garantie que l'immunité collective puisse être atteinte. Si l'immunité personnelle au virus diminue après quelques mois, il est au moins concevable que la population soit toujours sujette à des épidémies ou à des vagues d'infection.

À titre d'exemple, de nombreux endroits qui ont été durement touchés au début de la pandémie connaissent aujourd'hui une résurgence des cas, bien que la morbidité et la létalité soient jusqu'à présent moins élevées que lors de la vague initiale. Ont-ils atteint l'immunité collective ? À proprement parler, non.

Un autre exemple frappant de l'histoire récente est le cas de **la Mongolie**. Entre 2011 et 2014, pas un seul cas de rougeole n'a été enregistré dans ce pays, en grande partie grâce à des taux de vaccination très élevés. Puis, en 2015, une épidémie massive s'est produite qui, en seize mois, a touché plus de cinquante mille personnes, dont la plupart étaient des enfants vulnérables n'ayant pas atteint l'âge de la vaccination. L'épidémie s'est produite alors que la Mongolie maintenait des taux de vaccination élevés et exemplaires. La Mongolie avait-elle une immunité collective à la veille de l'épidémie ? De toute évidence non, mais comment aurait-on pu le savoir ?

Le point de discordance n'est pas que la gravité du covid-19 ne diminuera pas avec le temps (elle le fera sans aucun doute), mais que **l'immunité collective n'est pas empiriquement démontrable en dehors d'un cadre expérimental**. Par conséquent, en faire un objectif politique revient soit à donner aux autorités de santé publique carte blanche pour décider si et quand elle a été atteinte, soit, si elles déclarent prématurément qu'elle a été atteinte, à risquer de donner aux gardiens de troupeaux une excellente occasion de revendiquer l'échec de cette politique et de réimposer leurs prescriptions sévères.

Des fermetures ciblées ?

L'autre grande idée que les auteurs de la déclaration proposent est que pour atteindre au mieux l'immunité des troupeaux, la politique de santé publique devrait viser à protéger les personnes vulnérables.

Mais c'est beaucoup plus facile à dire qu'à faire, car les plus vulnérables vivent en grande partie mélangés avec les moins vulnérables. En outre, la vulnérabilité se situe sur un gradient sans définition précise. Oui, **l'âge** est un facteur de risque majeur, tout comme **l'obésité** et d'autres **comorbidités**. Mais où tracer la limite ? Une politique de ciblage des personnes vulnérables impose nécessairement des divisions arbitraires.

Et une politique de "*protection ciblée*" peut sembler bénigne et séduisante en théorie, mais la déclaration est plutôt vague quant à l'aspect pratique de sa proposition. Les auteurs ne donnent que quelques exemples de ce que les personnes vulnérables "devraient" faire (ou ne pas faire) par elles-mêmes, ou de ce que les personnes moins vulnérables "devraient" faire (ou ne pas faire) aux personnes vulnérables, mais ils laissent de côté la question de la mise en œuvre et de l'application. Mais, comme je l'ai dit précédemment, la politique est inévitablement imposée - au moins à certains.

Par exemple, les auteurs déclarent que "les maisons de soins infirmiers devraient acquérir du personnel avec une immunité acquise". Cela signifie-t-il que le personnel non immunisé actuel devrait être licencié ? De même, "les retraités devraient se faire livrer leurs courses à domicile". Et s'ils refusent et souhaitent aller au marché ? Seront-ils empêchés ?

Lors d'entretiens informels, les auteurs de la déclaration ont suggéré que leurs "shoulds" et "should'ts" pourraient être facultatifs (bien que l'un d'entre eux ait proposé que "les enseignants de plus de 60 ans travaillent à domicile", sans préciser si cela constituerait un choix ou un mandat). Mais "politique" et "facultatif" se mélangent rarement, et une protection ciblée, si elle devait être adoptée, finirait probablement par devenir un "verrouillage ciblé" - une amélioration par rapport à la situation actuelle, certes, mais un verrouillage néanmoins. **Les verrouillages sont erronés en principe, qu'ils soient ciblés ou à grande échelle.**

La santé n'est pas un bien commun

Certes, compte tenu de la situation désastreuse actuelle, les points que je viens de soulever peuvent sembler fastidieux ou trop critiques. **"Le parfait est l'ennemi du bien"**, comme le dit le proverbe.

Je suis également pleinement conscient que les auteurs ont fait preuve d'un courage extraordinaire en défiant ouvertement de nombreuses autorités de santé publique et leurs alliés idéologiques dans le milieu universitaire, et ont ainsi mis leur carrière et leur réputation en danger. Je les félicite chaleureusement de l'avoir fait. Contrairement aux politiques actuelles, leur proposition est une bouée de sauvetage, c'est certain. Néanmoins, il y a un autre point sur lequel j'insiste, non pas tant pour faire dérailler cet effort, mais pour attirer l'attention sur une question plus fondamentale.

La déclaration précise que l'objectif de la politique est de "minimiser la mortalité". Mais aussi banale que soit cette idée, elle est très erronée : **les autorités de l'État ne devraient pas avoir pour mission de sauver des vies individuelles, et encore moins de promouvoir la santé.**

La vie et la santé d'un individu sont des biens particuliers, et non des biens communs. C'est une vérité métaphysique évidente que ma santé et ma vie ne peuvent être que les miennes et ne sont partagées en commun avec personne, et certainement pas avec la communauté politique dans son ensemble. Au fond, la "santé publique" est un oxymoron, puisque "le public", en tant qu'abstraction, n'a pas de santé à proprement parler. Seuls les individus sont en bonne santé ou non.

Cela ne veut pas dire qu'il n'est pas bon pour les autres, ou pour le pays dans son ensemble, que je reste en vie et en bonne santé plutôt que d'être malade ou mort. Mais c'est une erreur majeure de considérer que la promotion du bien commun signifie que le gouvernement doit, par **une sorte de raisonnement utilitaire**, promouvoir ma santé ou "sauver ma vie" ou celle d'autres personnes - même s'il en était réellement capable - tout en équilibrant **<ignorant>** des préoccupations économiques plus larges **<qui détruisent des vies>**.

Par nécessité, une intervention gouvernementale de ce type s'accompagne toujours de compromis qui opposent les bénéficiaires des "vies sauvées" (si elles peuvent être identifiées) à ceux qui en supportent les coûts. Il ne s'agit pas d'une promotion du bien commun, qui, par définition, doit s'étendre à tous les membres de la communauté politique (c'est ce que signifie "commun"). Au contraire, les moyens de subsistance et la santé des personnes individuelles doivent être promus par d'autres individus et par des institutions communales non étatiques naturellement engagées dans la division du travail, où les compromis peuvent être évalués et jugés librement et de manière éthique.

L'idée erronée selon laquelle la promotion du bien commun signifie une redistribution "équitable" d'un stock de biens matériels au profit de certains individus au détriment d'autres a malheureusement été largement acceptée depuis sa première articulation au début des Lumières. C'est un point de vue qui favorise inévitablement la croissance du pouvoir de l'État, avec une action gouvernementale toujours plus importante justifiée au nom d'un pseudo-bien commun.

Le bien commun des États-Unis n'est en aucun cas augmenté par ma vie ni diminué par ma mort, et il en va de même pour chacun de mes concitoyens. En affirmant implicitement le contraire, la déclaration de Great Barrington perpétue un mythe pernicieux et dangereux de la philosophie politique moderne. Si, dans les circonstances actuelles, il peut être judicieux de soutenir les propositions qu'elle contient, ne perdons pas de vue le problème plus vaste qui est en jeu, de peur de retomber rapidement dans le même piège de la dépendance totale aux diktats irrationnels de l'État.

[Également publié sur AlertandOriented.com].

Michel Accad, docteur en médecine, pratique la cardiologie et la médecine interne à San Francisco, offrant des soins individualisés dans un cadre de marché libre. Son blog sur les soins de santé et la médecine est AlertandOriented.com. Il co-anime également le podcast du rapport Accad et Koa.

Ce que le battage publicitaire sur le vaccin Covid ne mentionne pas

Gilbert Berdine, MD 11/24/2020 Mises.org



Pfizer a récemment annoncé que son vaccin covid était "efficace" à plus de 90 % pour prévenir le covid-19. Peu après cette annonce, Moderna a annoncé que son vaccin contre la fièvre catarrhale du mouton était "efficace" à 94,5 % pour prévenir la fièvre catarrhale du mouton 19. Contrairement au vaccin contre la grippe, qui est un vaccin unique, les deux vaccins anticoquelucheux nécessitent deux injections à trois ou quatre semaines d'intervalle. Les définitions du terme "efficace" étaient cachées vers la fin des deux annonces.

Les deux essais comportent un groupe de traitement qui a reçu le vaccin et un groupe de contrôle qui ne l'a pas reçu. Tous les sujets de l'essai étaient covid négatifs avant le début de l'essai. L'analyse pour les deux essais a été effectuée lorsqu'un nombre cible de "cas" a été atteint. Les "cas" ont été définis par un test positif de réaction en chaîne de la polymérase (PCR). Il n'y avait aucune information sur le numéro de cycle des tests PCR. Il n'y avait pas d'information sur le fait que les "cas" présentaient ou non des symptômes. Il n'y a pas d'information sur les hospitalisations ou les décès. L'étude de Pfizer comptait 43 538 participants et a été analysée après 164 cas. Ainsi, environ 150 des 21 750 participants (moins de 0,7 %) sont devenus positifs au test PCR dans le groupe de contrôle et environ un dixième de ce nombre dans le groupe de vaccination est devenu positif au test PCR. L'essai Moderna comptait 30 000 participants. Il y avait 95 "cas" parmi les 15 000 participants du groupe témoin (environ 0,6 %) et 5 "cas" parmi les 15 000 participants du groupe vaccin (environ un vingtième de 0,6 %). Les chiffres d'"efficacité" cités dans ces annonces sont des rapports de cotes.

Rien ne prouve encore que le vaccin a permis d'éviter des hospitalisations ou des décès. L'annonce de Moderna affirmait que onze cas dans le groupe de contrôle étaient des maladies "graves", mais le terme "grave" n'était pas défini. S'il y a eu des hospitalisations ou des décès dans l'un ou l'autre groupe, le public n'en a pas été informé. Lorsque les risques d'un événement sont faibles, les rapports de cotes peuvent être trompeurs quant au risque absolu. Une mesure plus significative de l'efficacité serait le nombre de personnes à vacciner pour éviter une hospitalisation ou un décès. Ces chiffres ne sont pas disponibles. Une estimation du nombre à traiter dans le cadre de l'essai Moderna pour prévenir un seul "cas" serait de quinze mille vaccinations pour prévenir quatre-vingt-dix "cas" ou 167 vaccinations par "cas" prévenu, ce qui ne semble pas aussi efficace que 94,5 %. Les publicistes qui travaillent pour les sociétés pharmaceutiques sont des gens très intelligents. S'il y avait une réduction de la mortalité due à ces vaccins, cette information se trouverait dans le premier paragraphe de l'annonce.

Il n'y a pas d'information sur la durée de l'effet protecteur du vaccin. La réponse des anticorps à la suite du covid-19 semble être de courte durée. D'après ce que nous savons, le vaccin covid pourrait nécessiter deux injections tous les trois à six mois pour assurer une protection. Plus le nombre de piqûres nécessaires est élevé, plus le risque d'effets secondaires liés à la sensibilisation au vaccin est important.

Il n'existe aucune information sur la sécurité. Les agences gouvernementales comme les Centres de contrôle des maladies (CDC) semblent avoir deux normes complètement différentes pour attribuer les décès au covid-19 et les effets secondaires aux vaccins covid. Si ces vaccins sont approuvés, comme ils le seront probablement, le premier groupe à être vacciné sera celui des bêta-testeurs. Je suis employé par un centre médical universitaire qui est un centre de référence pour la région du Texas occidental. Mes collègues sont des médecins résidents et des médecins de faculté qui travaillent quotidiennement avec des patients atteints de covidose. J'ai demandé à un certain nombre de mes collègues s'ils seront les premiers à recevoir le nouveau vaccin. Je n'ai encore entendu aucun de mes collègues répondre par l'affirmative. Les raisons de cette hésitation sont que les incertitudes sur la sécurité dépassent ce qu'ils perçoivent comme un petit avantage. En d'autres termes, mes collègues préféreraient tenter leur chance avec le covid plutôt que de tester le vaccin en phase bêta. Beaucoup de mes collègues veulent voir les données de sécurité après un an d'utilisation avant de se faire vacciner ; ces collègues sont préoccupés par les éventuels effets secondaires auto-immuns qui peuvent ne se manifester que des mois après la vaccination.

Ces annonces de Pfizer et de Moderna sont encourageantes. J'espère vraiment que ces vaccins protégeront les gens contre les effets nocifs du covid-19. J'espère certainement que ces vaccins sont sûrs. Si ces deux conditions sont réunies, personne ne devra être contraint de se faire vacciner. Toutefois, vous devriez être encore plus attentif à ce qui est omis dans une annonce qu'à ce qui est déclaré. Les entreprises pharmaceutiques sont plus que ravies que les patients se méprennent sur ce que l'on entend par efficacité. Caveatemptor (acheteur, attention) !

Gilbert Berdine est professeur associé de médecine au Centre des sciences de la santé de l'Université Texas Tech et membre de l'Institut du marché libre de l'Université Texas Tech.

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sagesse conventionnelle contre sagesse alternative émergente

Par David Korten 1996 Suède , Dieoff.com/



Un point de départ important dans toute discussion sur le développement durable est de clarifier les hypothèses de base que chacun d'entre nous apporte à la table. Bien que les opinions sur le développement durable couvrent un large spectre, le contraste suivant entre les idées reçues et les nouvelles idées alternatives sur ce sujet aide à définir cette gamme. La plupart des économistes, des gouvernements et des agences officielles (y compris la Banque mondiale, le FMI et le GATT) qui définissent les politiques nationales et mondiales professent la sagesse conventionnelle. Un nombre croissant d'économistes alternatifs, de penseurs indépendants et d'organisations de citoyens concernés par la justice économique et les questions environnementales s'engagent à

articuler et à élaborer la sagesse alternative comme fondement des politiques qui, espèrent-ils, s'avéreront plus respectueuses des personnes et de l'environnement. Qu'est-ce qui reflète le mieux votre vision du développement durable ?

Le développement durable

Conventionnel : Le développement durable consiste à atteindre la croissance économique soutenue nécessaire pour répondre aux besoins humains, améliorer le niveau de vie et fournir les ressources financières qui rendent possible la protection de l'environnement.

Alternatif : La croissance de ces vingt dernières années n'a guère amélioré la qualité de la vie humaine. La plupart des bénéfices sont allés aux très riches et le reste a été compensé par les coûts de l'épuisement des ressources, du stress social, et des problèmes de santé environnementale et autres causés par la croissance. Le développement durable est une question de création : 1) des économies durables qui répondent équitablement aux besoins humains sans extraire des ressources ou expulser des déchets au-delà de la capacité de régénération de l'environnement, et 2) des institutions humaines durables qui assurent à la fois la sécurité et la possibilité d'une croissance sociale, intellectuelle et spirituelle.

Mode de vie durable

Conventionnel : Adopter des modes de vie moins gourmands en ressources signifie faire marche arrière, accepter un niveau de vie plus bas. Étant donné la tendance actuelle à la baisse des taux de croissance démographique, toute limite apparente à la croissance sera éliminée par la poursuite des progrès technologiques et le fonctionnement des mécanismes du marché. Répondre à des appels mal avisés pour mettre fin à la croissance n'est pas nécessaire et serait une erreur tragique condamnant des milliards de personnes à la pauvreté perpétuelle.

Alternative : La consommation des ressources environnementales dépasse déjà les limites du développement durable. La tâche centrale du développement doit être de réaffecter l'utilisation des flux de ressources durables.

Pour ce faire, il faudra que les gros consommateurs actuels réduisent considérablement leur consommation de ressources par habitant. Cela peut réduire leur niveau de vie tel que défini purement par la consommation physique, mais cela offre également des possibilités d'améliorer la qualité de la vie familiale et communautaire. Les réductions nécessaires peuvent être réalisées en partie en réformant les systèmes de production pour maximiser le recyclage et minimiser la dépendance vis-à-vis des intrants et de l'élimination des déchets dans l'environnement. Certaines formes de consommation non essentielles peuvent devoir être éliminées.

Aider les pays pauvres à devenir durables

Une fois que les pays pauvres seront sur la voie d'une croissance durable, une tarte économique en expansion leur permettra de répondre à un large éventail de besoins, notamment la protection de l'environnement et l'élimination de la pauvreté. La réalisation d'une croissance durable dans le Sud dépend de l'accélération de la croissance économique dans le Nord afin de stimuler la demande d'exportations du Sud et donc les économies du Sud. Bien entendu, si l'on veut que le Sud en profite pleinement, l'accélération de la croissance au Nord doit être combinée avec la suppression des barrières commerciales et l'augmentation des investissements étrangers et de l'aide étrangère, y compris les prêts en faveur de l'environnement.

Alternative : Les problèmes environnementaux sont en grande partie la conséquence du fait que les pays du Nord exportent leurs déficits écologiques vers le Sud par le biais du commerce et de l'investissement.

L'appropriation des ressources et des puits environnementaux pour servir la surconsommation du Nord limite la part par habitant de ces ressources disponibles dans les pays du Sud pour répondre aux besoins intérieurs et pousse les économiquement faibles vers des zones écologiques marginales. Une grande partie de l'aide, des prêts et des investissements étrangers existants créent des économies du Sud qui sont profondément endettées envers le Nord et qui dépendent de l'importation continue de technologies et de produits du Nord. Cela crée des demandes de recettes en devises toujours plus importantes pour les marchés, le service de la dette et le rapatriement des bénéfices des investisseurs étrangers qui ne peuvent être obtenus que par un épuisement et une exportation plus importants des ressources environnementales. Le développement durable dans les pays pauvres en dépend : 1) l'augmentation de la disponibilité, de l'accessibilité et de la qualité des flux de ressources naturelles durables pour répondre aux besoins humains fondamentaux de leur propre population ; et 2) la capacité politique, institutionnelle et technique d'utiliser ces ressources de manière efficace et durable et de répartir équitablement les bénéfices entre tous les membres des tristes générations actuelles. Les pays du Nord contribuent le mieux à atteindre ce résultat dans les pays du Sud en 1) en limitant leur propre consommation afin de réduire la dépendance du Nord à l'égard des subventions environnementales provenant du Sud et en libérant des ressources que les pauvres pourront utiliser pour satisfaire leurs besoins fondamentaux ; et 2) en facilitant l'accès sans restriction du Sud à des technologies bénéfiques sur le plan social et environnemental.

Responsabilité des problèmes environnementaux

Conventionnel : La pauvreté est la première cause des problèmes environnementaux. En raison du manque d'éducation et d'opportunités économiques, les pauvres ont trop d'enfants et n'ont pas la sensibilité et les ressources nécessaires pour prendre soin de leur environnement comme le font les personnes et les pays plus riches. La qualité de l'environnement n'est pas une priorité pour les personnes dont la survie est remise en question. Elles ne se préoccupent de la préservation de l'environnement et n'investissent dans ce domaine qu'une fois qu'un certain niveau de revenu est atteint. Stimuler la croissance économique pour accroître les possibilités d'emploi et les revenus doit être le fondement de la protection de l'environnement.

[Il n'existe pas de consensus alternatif clair. L'alternative I est la plus répandue parmi les penseurs alternatifs, en particulier dans le Sud].

Alternative I : La surconsommation des pays du Nord est le problème. Par conséquent, la croissance de la population du Nord est un problème en raison de la consommation importante que chaque habitant supplémentaire du Nord ajoute. Les pauvres consomment très peu, de sorte que leur nombre n'est pas important pour l'environnement et que la croissance de la population du Sud n'est pas un problème conséquent.

Alternative II : L'inégalité est la cause fondamentale des problèmes environnementaux. En raison de leur pouvoir relatif beaucoup plus important dans une économie de marché, les riches sont en mesure de répercuter sur les pauvres les coûts sociaux et écologiques de leur surconsommation. Comme les pauvres sont les premiers à souffrir de la dégradation de l'environnement, ils deviennent, dans de nombreuses localités, les principaux défenseurs de pratiques de gestion des ressources respectueuses de l'environnement. Là où la pauvreté semble être la cause de la destruction de l'environnement, c'est généralement parce que les pauvres ont été privés d'autres moyens de subsistance et ont donc été poussés en désespoir de cause à surexploiter des terres écologiquement fragiles. Souvent, l'absence de toute autre source de sécurité les incite à avoir beaucoup d'enfants. L'élimination des inégalités en répartissant plus équitablement le contrôle des ressources est une condition fondamentale de la durabilité.

Population

Conventionnel : La population se stabilisera naturellement entre 12 et 15 milliards de personnes. Cela créera certes quelques tensions, mais avec une croissance économique adéquate, cela ne devrait pas être un problème conséquent.

Alternative : En l'absence de réformes économiques radicales visant à accélérer rapidement la réduction de la fécondité en augmentant l'équité, la sécurité sociale et l'investissement dans l'éducation des femmes, les possibilités de subsistance des femmes, la santé et les services de planification familiale, la population mondiale sera naturellement stabilisée bien en dessous de 12 milliards par des événements catastrophiques car le stress social et écologique entraîne une famine et une violence massives. Compte tenu de la dépendance actuelle à l'égard de l'épuisement des réserves écologiques non renouvelables, il est douteux que même la population mondiale actuelle soit vraiment durable si l'on veut maintenir des niveaux de consommation minimums acceptables.

Objectifs de gestion économique

Conventionnel : L'objectif premier de la politique économique est l'allocation efficace des ressources. L'internalisation des coûts de production est une condition préalable à l'allocation efficace des ressources par les marchés et doit donc être un objectif de la politique économique. L'équité est un sous-produit secondaire des marchés économiquement efficaces.

Alternative : Il y a trois objectifs fondamentaux que la politique économique doit chercher à optimiser. Par ordre d'importance relative, ce sont : une échelle d'utilisation des ressources compatible avec les capacités de régénération écologique, une répartition équitable des ressources et une allocation économiquement efficace des ressources. Une répartition efficace des marchés exige l'internalisation de tous les coûts de production, y compris les coûts sociaux et environnementaux.

Emplois

Conventionnel : Les emplois sont créés par la croissance économique

Alternative : Nous sommes entrés dans une ère de croissance sans emploi où la technologie et les réorganisations éliminent les bons emplois plus vite que la croissance ne les crée. Les nouveaux emplois créés sont souvent mal rémunérés, temporaires et sans avantages sociaux, ce qui crée un sentiment d'insécurité sous-jacent dans toute la société et qui stresse profondément le tissu social. En outre, de nombreux emplois fournis par l'économie conventionnelle sont basés sur des taux d'extraction de ressources non durables et sont donc de nature temporaire. Nous devons commencer à penser en termes de fourniture aux gens de moyens de subsistance durables basés sur une production durable pour des marchés durables afin de soutenir des modes de vie durables. Il y a beaucoup de travail utile et sale pour l'environnement qui doit être fait et qui pourrait facilement éliminer le chômage involontaire si nous choisissons de le faire. En outre, dans la plupart des cas, les méthodes et technologies de production durables offrent davantage de possibilités de subsistance que les autres solutions.

Le commerce met fin à l'environnement

Conventionnel : Le commerce libre (non réglementé) augmente l'efficacité économique grâce à l'avantage comparatif. L'efficacité économique signifie une meilleure utilisation des ressources, qui est avantageuse pour l'environnement. L'augmentation des échanges commerciaux accroît également la croissance économique globale, produisant ainsi les ressources nécessaires à la protection de l'environnement. Plus le volume des échanges est important, plus les avantages pour l'environnement sont importants.

Alternative : Les échanges commerciaux sont utiles lorsque les gains découlant de l'avantage comparatif sont réels. Plus de la moitié des échanges internationaux portent sur les mêmes biens, ce qui laisse supposer que l'avantage comparatif est faible, voire inexistant. Pour être équitable et économiquement efficace, le commerce doit s'effectuer dans un cadre de règles bien définies : 1) internaliser les coûts totaux (production, coûts sociaux et environnementaux, y compris les coûts totaux du transport) ; et 2) instaurer des relations commerciales équilibrées. Le commerce libre (non réglementé) entraîne une concurrence entre les localités qui ont besoin d'emplois pour réduire les coûts de production locale en supprimant les salaires et en permettant une externalisation maximale des coûts environnementaux, sociaux et même de production, ce qui est à la fois inefficace et très dommageable pour l'environnement et les normes sociales.

Marchés et gouvernements

Conventionnel : Les marchés allouent les ressources le plus efficacement lorsqu'il y a le moins d'interférence gouvernementale. Les consommateurs expriment leurs préférences par leurs décisions d'achat, ce qui a pour conséquence que, globalement, le marché reflète les préférences de valeur de la société quant à la meilleure façon d'allouer des ressources rares. Lorsque les gouvernements interviennent, ils faussent les signaux de prix et l'efficacité locative est réduite. Dans l'exercice de la plupart des fonctions, les marchés ont tendance à être plus efficaces que les gouvernements. Il est donc souhaitable de privatiser les fonctions chaque fois que cela est possible, tout en incitant les investisseurs privés à créer des emplois et à augmenter les recettes en devises.

Alternative : Le marché est une institution essentielle dans tout système d'allocation économique viable. Cependant, de par sa nature, le marché ne reflète que les préférences pour les biens privés de ceux qui ont de l'argent. Sans l'intervention du gouvernement et d'une société civile vigilante, un marché libre (non réglementé) ne tient pas compte de l'échelle optimale ni des besoins de ceux qui n'ont pas d'argent, néglige les besoins essentiels en biens publics, externalise une partie importante des coûts de production réels et tend vers un contrôle monopolistique des décisions d'allocation par les gagnants du marché. Lorsque les idées reçues préconisent des incitations pour les investisseurs privés, elles préconisent en fait des subventions qui prennent généralement la forme d'un accord permettant aux entreprises d'accroître leurs gains privés en transférant une plus grande partie de leurs coûts de production au public. Pour parvenir à la justice sociale et à la durabilité environnementale, le gouvernement doit intervenir pour établir un cadre qui garantisse l'internalisation de la totalité des coûts, le maintien de la concurrence, la juste répartition des bénéfices et la fourniture des biens publics nécessaires. Une société civile vigilante et vigoureuse est nécessaire pour assurer la responsabilité du gouvernement et du marché envers l'intérêt public et pour assurer le leadership dans l'avancement des processus d'innovation sociale.

Fondation scientifique.

Conventionnel : La sagesse conventionnelle est fondée sur une théorie acceptée qui a résisté à l'épreuve du temps et qui a été validée par des observations et des mesures historiques approfondies.

Alternative : La sagesse conventionnelle représente une idéologie, et non une science, et contredit largement les fondements théoriques de l'économie de marché et l'expérience empirique qui, contrairement aux affirmations de la sagesse conventionnelle, favorisent fortement la sagesse alternative. En effet, la sagesse conventionnelle est peut-être en elle-même le plus grand obstacle auquel nous sommes confrontés pour progresser vers la durabilité.

Par David C. Korten, The People Centered Development Forum, 14 E. 17th St., Suite 5, New York, New York 10003, U.S.A. Fax (1212) 242-1901. Révisé le 11 septembre 1996.

L'obsession de l'énergie éolienne peu fiable transforme l'alimentation électrique de la Grande-Bretagne en une faiblesse de 90 livres

26 novembre 2020 par stopthesethings



Mettez vos espoirs dans la météo et préparez-vous à une déception soudaine et imprévisible. C'est exactement ce qu'a fait la Grande-Bretagne : une obsession pour l'énergie éolienne intermittente et chaotique a laissé son réseau dans un état terminal, transformant son alimentation électrique autrefois fiable en une faiblesse de 90 livres ; les coupures de courant sont probables cet hiver et les prix de l'électricité vont exploser.

Une récente vague de froid et de calme a poussé les gestionnaires de réseaux britanniques à se battre pour obtenir une électricité fiable et distribuable. Cela signifie que l'énergie nucléaire de la France - si les Français se sentent si enclins à la fournir - et toute capacité de production de combustible fossile qu'ils peuvent rassembler - ce qui les oblige à mettre en route leurs banques de générateurs diesel sales et coûteux à faire fonctionner - juste pour empêcher les Britanniques de geler dans le noir.

Dans un autre cas de "nous vous l'avions bien dit", voici le Dr John Constable qui détaille la profondeur du désespoir au Royaume-Uni.

Le temps froid et les vents faibles exposent la faiblesse du système électrique britannique

Forum politique sur le réchauffement climatique
John Constable 6 novembre 2020



L'arrivée soudaine du temps froid a apporté des preuves plus claires que le système électrique britannique dominé par le vent est faible et extrêmement coûteux à gérer.

Un système de haute pression a entraîné des niveaux d'énergie éolienne étonnamment bas, des températures basses et une demande plus élevée. En conséquence, les marges de production sont faibles, ce qui entraîne des alertes répétées du réseau national. Les combustibles nucléaires et fossiles, y compris la poignée de centrales au charbon restantes, stabilisent le système. Il n'y a pas eu d'interruption de l'approvisionnement, mais comme les centrales au gaz et au charbon doivent fermer dans le cadre de la transition vers un système à faible émission de carbone, l'avenir s'annonce sombre et inabordable. Le gouvernement est compromis et incapable de faire face à la catastrophe imminente. Dans l'intérêt national, les députés doivent lancer leur propre enquête.

Le Royaume-Uni se trouve actuellement au centre d'un très grand système de haute pression, qui s'étend du milieu de l'Atlantique Nord à Moscou. Les systèmes de haute pression apportent des vents et des températures faibles.

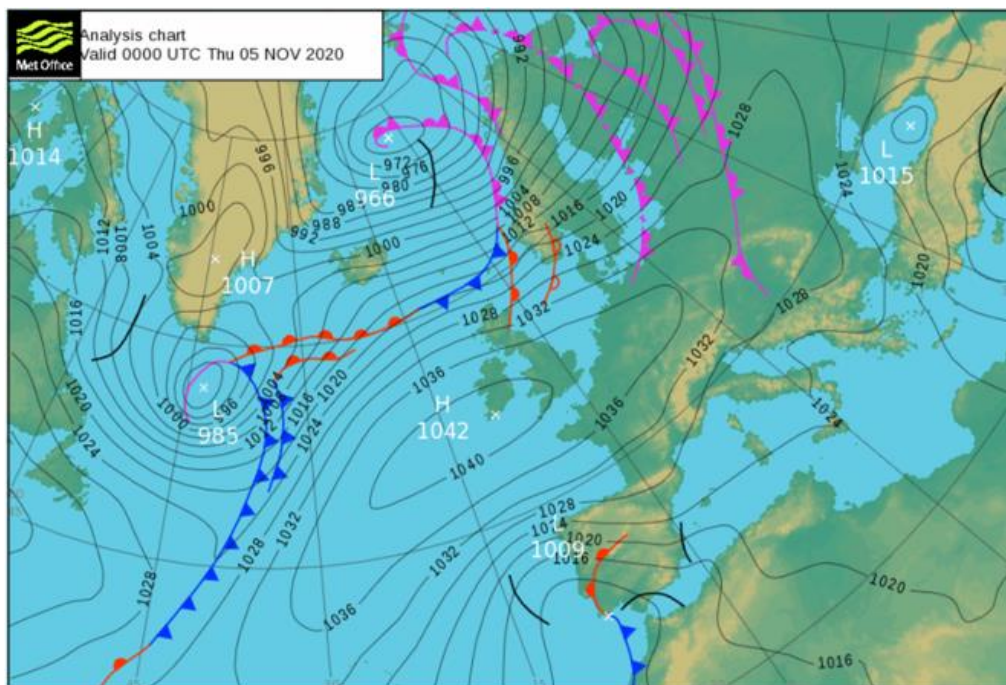


Figure 1 : Carte de la pression au sol du Met Office. 5 novembre 2020. Source : Met Office [1].

Pendant deux jours consécutifs, les 4 et 5 novembre, National Grid, l'opérateur du système électrique britannique, a émis des avertissements sous la forme d'un avis de marge d'électricité, alertant les marchés sur un

déficit de marge de production. Cette situation est en grande partie due aux faibles niveaux d'énergie éolienne résultant du système de haute pression.

L'objectif de ces avertissements est d'anticiper la production ou la demande contrôlable et de réduire ainsi le risque pour la sécurité d'approvisionnement. Les avertissements ont été couronnés de succès à cet égard, et à 13h00 sur le 4e réseau national, l'avertissement a été annulé.

La demande a atteint ce jour-là un pic d'environ 43 GW, comme le montre ce graphique du fournisseur de données du marché, Elexon, qui indique les contributions des différents combustibles et interconnecteurs par période de règlement d'une demi-heure. Le graphique montre les 48 périodes de règlement par demi-heure du 4 novembre et les 47 périodes de règlement du 5.

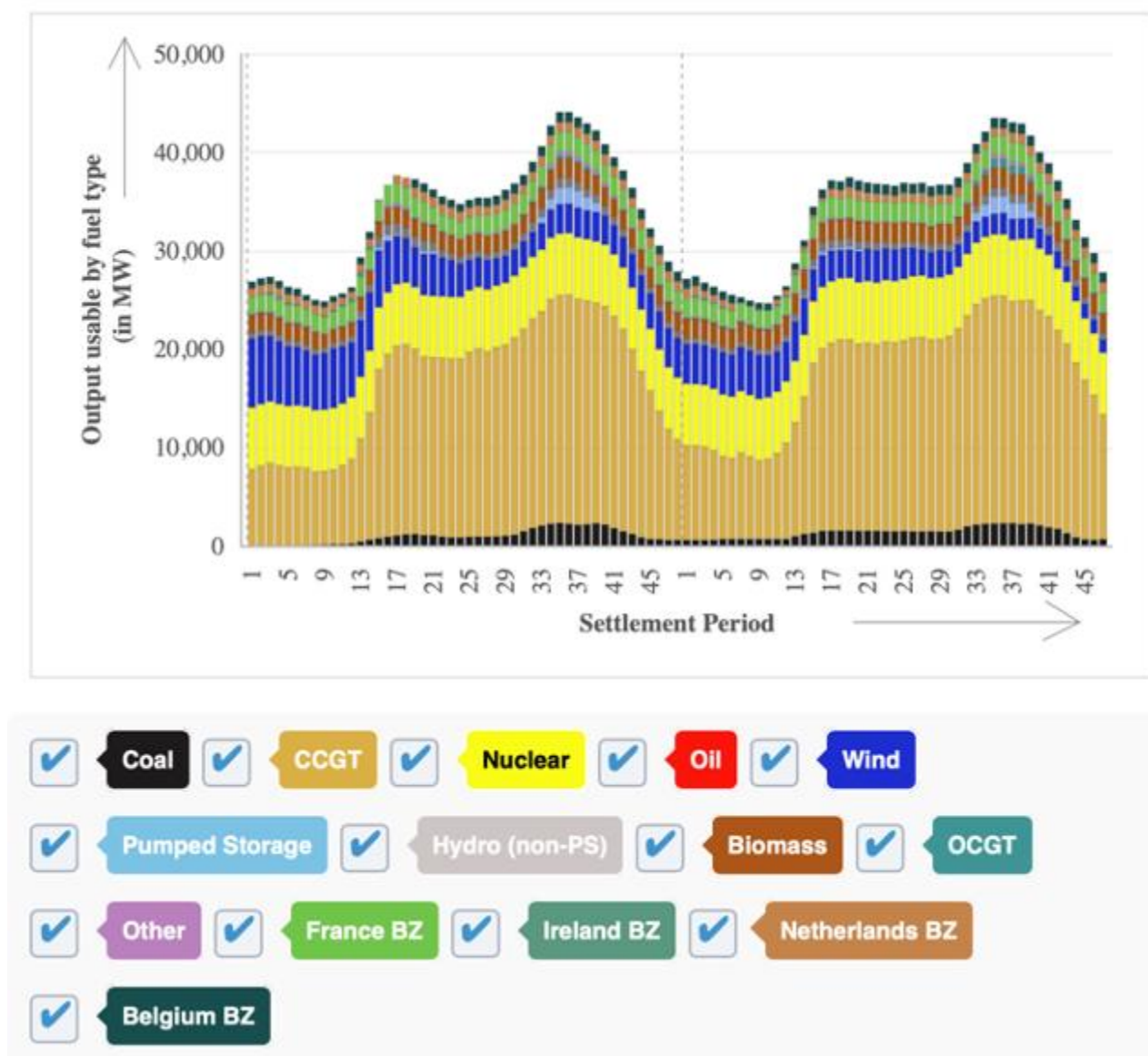


Figure 2 : Mélange de combustibles du réseau de transport du 4 novembre au 5 novembre 2020. Source : Elexon [2].

Les 18 000 MW de capacité éolienne du Royaume-Uni ne fournissaient que 17 % de sa production possible (3 000 MW), comme le montrent les barres bleues royales du graphique. La majeure partie de la demande a été

satisfaite par 6 GW de nucléaire et 23 GW de turbines à gaz à cycle combiné (CCGT), ce qui représente la quasi-totalité du parc de 27 GW de CCGT actuellement sur le marché.

La dernière des dernières centrales au charbon du Royaume-Uni, qui a fourni plus de 2 264 MW de production (barres noires dans le graphique ci-dessus), a également apporté une contribution essentielle aux heures de pointe. Parmi les autres contributions notables, citons les 355 MW de turbines à gaz à cycle ouvert à réaction rapide et les 1 642 MW de stockage hydroélectrique par pompage. Ces générateurs sont presque certainement ceux qui ont répondu à l'alerte du système de National Grid demandant la notification d'une capacité supplémentaire.

Dans la soirée du 4, National Grid a émis un deuxième avis de marge annonçant un déficit pour la demande de pointe du 5, un avertissement qui a été confirmé à 10 heures le lendemain matin. Un fournisseur, Octopus, a commencé à envoyer un courriel aux clients des compteurs horaires avec une offre : s'ils étaient prêts à réduire leur consommation entre 16h30 et 18h30 de moitié ou plus pendant la période de pointe, alors l'électricité restante ne serait pas facturée. Octopus avait probablement l'intention de regrouper cette réduction de la demande et de la vendre à National Grid pour un prix qui couvrirait largement l'offre de consommation non facturée.

Beaucoup d'autres auront offert leurs services, et National Grid a annulé l'avertissement à 14 heures, indiquant qu'une production suffisante et une demande contrôlable avaient été obtenues.

Le 5, l'énergie éolienne a été encore moins efficace que le 4. Pendant la montée en puissance de la demande à partir de 16h00, l'apport éolien était d'un peu plus de 2 GW, soit un peu plus de 10 % de la production potentielle de la flotte.

Le charbon, qui produisait depuis les premières heures de la veille, produisait 2 GW et augmentait lui-même la demande, tout comme la production au gaz.

Comme le montre la figure 1 ci-dessus, la demande a culminé à environ 43 GW au cours de la période de règlement 35. Le charbon fournissait alors environ 2 250 MW, les turbines à gaz à cycle combiné environ 23 000 MW, le nucléaire 6 200 MW, le pompage-turbinage 1 782 MW et l'OCCGT 870 MW.

De sa vaste capacité installée, l'énergie éolienne a fourni 2 083 MW, soit environ 10 % de son potentiel.

Malgré les performances lamentables de l'énergie éolienne, il n'y a eu aucune défaillance du système. Les générateurs conventionnels, très épuisés, démoralisés et méprisés, ont sauvé la situation. Le gouvernement britannique continue de se targuer de "Powering Past Coal"[3], tout en s'appuyant en fait sur ce combustible, et même sur les combustibles fossiles et les énergies conventionnelles en général, y compris le nucléaire, pour garantir la sécurité de l'approvisionnement en électricité. On peut se demander combien de temps cela peut encore durer.

En 2018, le Royaume-Uni disposait encore d'une capacité de production de charbon de quelque 12 000 MW, mais celle-ci était tombée à 6 800 MW en 2019[4]. Cette année-là, les unités restantes de Cottam (2 GW) et d'Aberthaw (1,6 GW) ont également fermé, suivies de près par celles de Fiddler's Ferry (1,5 GW) en mars de cette année, et de la plus petite centrale d'Uskmouth (230 MW).

Il ne reste donc pour l'instant que les unités 1, 2 et 4 de West Burton (1,5 GW), les 4 unités de Ratcliffe (2 GW) et les unités 5 et 6 de Drax (1,3 GW), soit un total de 4,8 GW. Une partie importante de cette capacité de

charbon restante était active le 4, Ratcliffe fournissant environ 1 GW, West Burton un peu moins de 900 MW et Drax un peu moins de 650 MW. Le 5, le schéma s'est répété.

Aucune de ces centrales à charbon ne devrait rester sur le marché beaucoup plus longtemps, et le remplacement en temps voulu est loin d'être garanti, car le charbon n'est pas le seul type de générateur de haute qualité à être exclu du système par la politique. Les marchés sont tellement empoisonnés par des contraintes politiques irréflechies en matière de climat, en particulier le soutien aux énergies renouvelables, que même les producteurs de gaz sont en difficulté. En août de cette année, les administrateurs de la société Calon Energy, qui a fait faillite, ont suspendu l'exploitation de deux grandes centrales électriques au gaz, celle de Sutton Bridge, vieille de vingt ans (800 MW), et celle de Severn Power, vieille de dix ans seulement (850 MW). L'un des administrateurs a expliqué cela :

"Les défis récents et actuels auxquels est confronté le marché britannique de l'électricité signifient que ces centrales ne génèrent pas actuellement des rendements suffisants pour continuer à commercer efficacement"[5].

Ni Sutton Bridge ni Severn Power ne sont actuellement présents sur les marchés.

Le secteur britannique de la fourniture d'électricité est dans une situation triste et embarrassante. La politique gouvernementale a tout misé sur l'énergie éolienne, un générateur de troisième ordre qui n'aurait jamais atteint son niveau actuel sur un marché régi par l'économie dans l'intérêt du consommateur et limité par l'ingénierie. Le pari a été perdu, et cela était non seulement prévisible mais aussi prévu.

En fait, on a compris depuis longtemps que même les grandes flottes d'éoliennes seraient presque complètement calmées par les systèmes à haute pression. Dès 2008, Oswald, Raine et Ball, dans un article désormais classique de la revue Energy Policy, ont utilisé les données du Met Office pour modéliser la production d'une grande flotte éolienne britannique répartie et ont prédit exactement ce que nous avons vu ces derniers jours. Commentant une carte météorologique montrant un système de haute pression au-dessus du Royaume-Uni, ils ont écrit

"Un événement comme celui-ci, en 2020 par exemple, avec 25 GW de vent installés en Grande-Bretagne et de grandes installations éoliennes dans les pays voisins, entraînerait une augmentation simultanée et importante de la demande sur d'autres installations"[6].

Ces conclusions ont été confirmées à plusieurs reprises, la dernière fois par Linnemann et Valana en 2017 qui ont écrit :

"Une propriété physique essentielle de l'énergie éolienne est sa grande variation spatiotemporelle due aux fluctuations de la vitesse du vent. D'un point de vue météorologique, la production d'électricité des éoliennes est déterminée par les conditions météorologiques avec des longueurs de corrélation typiques de plusieurs centaines de kilomètres. Par conséquent, la puissance totale des centrales éoliennes réparties sur plusieurs milliers de kilomètres en Europe dans la direction nord-sud et est-ouest est très volatile et présente un fort caractère intermittent"[7].

Aucun de ces conseils n'a été suivi par le gouvernement britannique, et bien que les difficultés actuelles de National Grid aient été prédites à maintes reprises par de nombreux ingénieurs et analystes, aucune mesure corrective n'a été prise et ces problèmes et leurs solutions coûteuses font désormais partie du fonctionnement normal du système.

Un indicateur clé de ce fait est que les coûts d'équilibrage du système électrique britannique ont fortement augmenté depuis le début de l'introduction des énergies renouvelables en 2002 et qu'ils sont toujours en hausse. Les frais d'utilisation du système par les services d'équilibrage (BSUOS) étaient légèrement inférieurs à 400 millions de livres sterling par an en 2002, ont atteint 1 milliard de livres sterling par an en 2014, étaient de 1,4 milliard de livres sterling l'année dernière et sont en voie d'atteindre environ 1,8 milliard de livres sterling cette année.

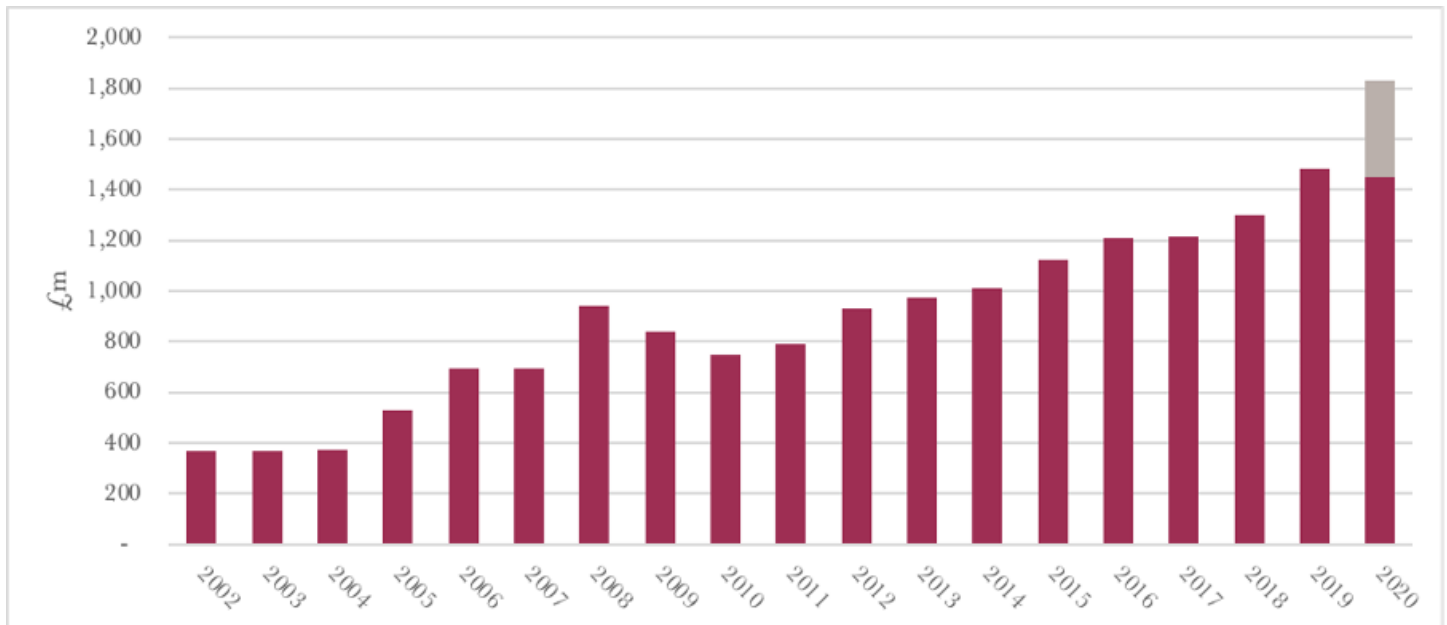


Figure 3. Coûts de l'utilisation du système par les services d'équilibrage (BSUoS) de 2002 à 2020. Le rouge indique les coûts réels enregistrés, le gris l'estimation de l'auteur pour le reste de l'année 2020. Source : Données tirées des rapports de la BM, graphique de l'auteur.

Et cette augmentation des coûts est imputée à une quantité d'électricité consommée en forte baisse, 320 TWh en 2002 et un peu moins de 260 TWh en 2019, ce qui signifie que le coût d'équilibrage par unité d'électricité fournie aux consommateurs a augmenté de plus de 400 % en termes nominaux.

Le fait que la consommation d'électricité ait diminué à ce point en si peu de temps devrait être très préoccupant, mais il s'explique facilement. En 2002, les subventions aux énergies renouvelables étaient insignifiantes ; aujourd'hui, elles s'élèvent à 10 milliards de livres sterling par an et continuent d'augmenter. Ajoutez à cette somme les frais de gestion du système et il n'est pas étonnant que l'électricité devienne inabordable. Il s'agit en fait d'un rationnement des prix.

À chaque instant, il devient plus coûteux de colmater les fissures de la politique énergétique britannique, et il y a maintenant un risque clair et urgent pour le bien-être et la sécurité nationale. L'obsession irrationnelle du gouvernement pour les énergies renouvelables dépendantes des conditions météorologiques, et en particulier pour l'énergie éolienne, est à blâmer.

En dehors de ses investissements élevés et de son rendement, l'énergie éolienne est très difficile à gérer, avec une répartition géographique et un profil de production qui ne tient pas compte des besoins des consommateurs ou de la gestion du système. La crise actuelle en est un parfait exemple. Au cours des dix jours précédant la notification de la marge du système (du 27 octobre au 3 novembre), les consommateurs britanniques ont versé aux éoliennes plus de 18 millions de livres sterling pour réduire la production, soit plus de 6 millions de livres

sterling par jour à deux reprises. Mais quelques jours plus tard, lorsque l'électricité était effectivement nécessaire, l'énergie éolienne était pour la plupart absente sans permission, sauf dans certaines parties de l'Écosse où elle était encore excédentaire par rapport aux besoins. En effet, ironie du sort, au moment même où la demande était la plus forte, le 4 novembre, alors que le charbon, le pompage et les turbines OCGT dérivées de l'aérogénération soutenaient une Grande-Bretagne sans vent, nous payions encore aux éoliennes écossaises un total de 40 000 £ par heure pour réduire la production, avec un grand total de 500 000 £ pour le 4 novembre. Et ce, en dépit de l'interconnexion Western Link entre l'Écosse et l'Angleterre, qui a été conçue pour empêcher de tels paiements, et dont le coût s'élève à un milliard de livres sterling.

Il est maintenant évident que l'industrie électrique britannique est une plaisanterie chaotique, le consommateur et l'intérêt national étant sacrifiés à plusieurs reprises pour sauver la face du gouvernement et les revenus de l'industrie des énergies renouvelables.

Il est peu probable que le ministère des affaires, de l'énergie et de la stratégie industrielle (BEIS) ait encore la volonté de s'attaquer à la situation, et le secrétaire d'État lui-même, Alok Sharma, est compromis par sa position de président des négociations sur le climat de la COP 26 l'année prochaine. Il ne fera rien.

En conséquence, il appartient maintenant au Parlement de forcer la main au gouvernement et d'exiger une enquête approfondie et sans complaisance sur le gâchis grotesquement coûteux sur lequel le Royaume-Uni compte pour son électricité.

Les députés devraient poser des questions très précises sur les problèmes immédiats :

- Pourquoi le National Grid a-t-il été pris au piège d'un système de haute pression prévisible qui amène des vents faibles ?
- Quel est le coût total pour les consommateurs de l'achat de la production et de la demande pour combler le manque de marge.

Mais ils devraient également mettre en avant l'ensemble du programme politique "Net Zero" basé sur les énergies renouvelables. Nous avons survécu à cette période, mais l'avenir s'annonce extrêmement incertain :

- Faut-il prolonger la durée de vie des centrales au charbon et des anciens générateurs de gaz afin de maîtriser les coûts de consommation et de limiter les risques pour la sécurité d'approvisionnement ?
- Les énergies renouvelables paient-elles leur part pour résoudre les problèmes de gestion qu'elles causent ?
- Les coûts de gestion des systèmes sont-ils incontrôlables ?
- Comment pouvons-nous dénouer notre engagement, aujourd'hui manifestement erroné, en faveur des énergies renouvelables et de l'énergie éolienne ?

Et enfin :

- *Comment pouvons-nous changer de cap et créer un marché qui offre une stratégie de minimisation des coûts à long terme pour l'électricité au Royaume-Uni ?*

NOTES :

[1] <https://www.metoffice.gov.uk/weather/maps-and-charts/surface-pressure>

[2] <https://www.bmreports.com/bmrs/?q=eds/main>

[3] <https://poweringpastcoal.org>

[4] Digest of United Kingdom Energy Statistics 2020. Tableau 5.8. Principaux producteurs d'énergie.

[5] <https://www.bbc.co.uk/news/uk-wales-53895806>

[6] Jim Oswald et al, "Will British Weather Provide Reliable Electricity ?", Energy Policy 36 (2008), 3202-3215.

<https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0301421508002176>

[7] Thomas Linnemann et G. S. Vallana, "Wind Energy in Germany and Europe", VGB Powertech 8 (2017), 70-79. <https://docs.wind-watch.org/VGB-Windstudie-2017-Teil-1-EN.pdf>

Forum politique sur le réchauffement climatique

« En matière de résilience et changement climatique, la 1ère des choses à faire est de nommer un premier adjoint en charge de ces sujets »

Par [Stéphane Balliste](#) Publié le 25/11/2020 [TheGazette.fr/](#)



D.R.

Jean-Marc JANCOVICI, président fondateur du Shift Project a répondu aux questions de Guillaume DOYEN. Retrouvez-ici quelques éléments de cet échange:

« The Shift Project est une association créée en 2010 et qui a pour objet de militer la décarbonation de l'économie en essayant de s'appuyer sur des acteurs économiques qui ont un intérêt égoïste à ce que ça aille dans ce sens-là.

En matière d'action climatique, pouvez-vous nous rappeler quels sont les engagements pris par la France et quelles est la situation de notre pays vs ses engagements aujourd'hui?

« Aujourd'hui les émissions de CO2 sont très supérieures aux capacités d'absorption des puits et pour arriver à cette neutralité il faudra carrément amener nos émissions humaines à zéro.

Il faut faire cela suffisamment vite pour que la température à terme ne se réchauffe pas de plus de 2 degrés (c'est ça l'engagement politique des pays) et ça veut dire en pratique des émissions qui doivent baisser de 5% par an dans le monde tous les ans à partir de maintenant. Et 5% c'est à peu près le pourcentage de baisse que

l'on va avoir cette année à cause du Covid pour vous donner un ordre de grandeur. Donc ça veut dire qu'il faut un Covid supplémentaire tous les ans si je dis es choses de façon un peu illustrée pour arriver à cette fameuse neutralité carbone.

Alors la France a pris un engagement qui est d'y arriver dans les 30 ans qui viennent. Ce qui veut dire en gros réduire à néant le parc de machines qui font fonctionner l'économie aujourd'hui et qui utilisent ce qu'on appelle des combustibles fossiles. Et on y rajoute le fait que les émissions d'origine agricole, essentiellement ce qui provient de l'épandage des engrais et du cheptel doit également très fortement baisser dans les décennies qui viennent. »



(...)

Si vous étiez maire d'une ville de 20 – 25 000 habitants, qu'est-ce que vous feriez?

La première chose que je ferais c'est d'essayer de faire en sorte que la population partage l'enjeu avec moi.

(...)

La 2ème chose, c'est que, en termes très concrets, dans une collectivité locale, on maîtrise la construction et l'urbanisme, domaine où il y a des choses à modifier. Les PLU et autres documents de cadrage doivent être adaptés pour que l'on puisse avoir des activités sans bétonner les aires non bétonnées et sans augmenter la dépendance à la voiture.

Il y a un sujet isolation du patrimoine, enfin gestion du patrimoine bâti, où les élus locaux peuvent jouer un rôle. Il y a une question organisation des déplacements.

Quand on est dans des communes qui ont des activités agricoles, il y a une question de favoriser des modes d'agriculture qui ne dépendent pas de chaînes logistiques très longues.

Il y a un certain nombre de domaines et de champs d'actions pour les communes en particulier et pour les collectivités territoriales en général.

La première des choses à faire dans la gouvernance est probablement de nommer un premier adjoint en charge de ces sujets. »

Comprendre la valeur des scénarios énergétiques

Philippe Gauthier 25 novembre 2020

Plusieurs grandes organisations publient des scénarios décrivant l'évolution à venir des systèmes énergétiques, le plus souvent à l'horizon 2050. Comment ces scénarios sont-ils conçus? Comment leurs forces et leurs faiblesses se comparent-elles? Quelle est ultimement leur utilité et leur degré de validité? Une [étude de DIW Berlin](#), l'Institut allemand pour la recherche économique, publiée en 2019, propose plusieurs pistes pour mieux comprendre la valeur des nombreux modèles actuellement proposés.

L'émergence des scénarios énergétiques est attribuée à la pétrolière Shell, qui a commencé à s'y livrer dès la fin des années 1960. Si cet exercice n'avait pas prévu la date du choc pétrolier de 1973, il en avait toutefois évoqué la possibilité, préparant les dirigeants de l'entreprise aux risques d'imprévus présentant une faible probabilité. Depuis, les scénarios sont devenus l'un des fondements des analyses de l'évolution des marchés énergétiques. Nombre d'organisations en publient, dont des organismes supranationaux, des organismes issus de la société civile et des entreprises privées.

Ces scénarios servent aux décisions commerciales et politiques, mais certaines études suggèrent que l'interprétation qu'on en fait s'écarte souvent des intentions des modélisateurs, qui ne sont pas toujours très explicites. Certains scénarios ont même un caractère de prophétie autoréalisatrice. En sous-estimant sans cesse le potentiel de l'énergie solaire, par exemple, l'Agence internationale de l'énergie nuit probablement à la transition énergétique.

L'étude de DIW Berlin se penche sur les scénarios produits par les organismes suivants : l'Agence internationale de l'énergie (IEA), le Conseil mondial de l'énergie (WEC), Royal Dutch Shell, Equinor, BP, ExxonMobil, le Massachusetts Institute of Technology (MIT) et Energy Watch Group/LUT University (EWG/LUT). Elle tient aussi compte de ses propres perspectives énergétiques (DIW-REM). J'utiliserai ici les sigles anglais (IEA plutôt qu'AIE, par exemple) parce que ce sont ceux normalement utilisés dans la littérature scientifique pour désigner ces travaux.

Comparer ces études n'est pas simple. Les différences entre les méthodes de calcul et les données utilisées créent des différences importantes entre les modèles. Plutôt que de chercher à comparer ces études dans le détail, les chercheurs de DIW Berlin ont donc cherché à expliquer leurs orientations générales et leurs limites pour apporter plus de transparence aux discussions les concernant.

Typologie des scénarios

Il faut d'abord distinguer les scénarios des techniques axées sur la prévision. Les modèles prédictifs essaient de prévoir l'avenir avec le plus haut degré de précision possible, tandis que l'approche par scénarios cherche à explorer et comparer plusieurs visions différentes de l'avenir jugées possibles ou désirables. L'enjeu n'est alors habituellement pas de déterminer l'avenir le plus probable, mais d'exposer les conséquences de divers choix énergétiques. En général, les modèles comportent un scénario reflétant les pratiques actuelles, ainsi que des scénarios reflétant les meilleures et les pires pratiques. Certains ajoutent des scénarios moins probables, mais aux conséquences importantes.

Les scénarios sont de nature soit exploratoire, soit normative. Les scénarios exploratoires partent de la situation actuelle et étudient son évolution en fonction de certaines hypothèses. Les scénarios normatifs fixent un objectif à atteindre l'avenir (par exemple un monde 100 % renouvelable en 2050) et analysent les chemins possibles pour y parvenir.

Description des divers scénarios

L'étude de DIW Berlin décrit longuement les divers scénarios et leurs résultats en termes d'émissions et de mix énergétique final. Les lecteurs qui veulent plus de détails se rapporteront à l'article original. Je ne présenterai ici qu'un résumé permettant de se faire une idée générale de la variété des scénarios les plus récents et les plus réputés. Un paramètre important est de voir si les émissions de GES prévues en 2050 respectent les limites proposées dans l'accord de Paris – la plupart des scénarios exploratoires en arrivent à des résultats en deçà de ces objectifs. On notera aussi que des hypothèses semblables en arrivent souvent à des résultats assez différents.

Organi sme	Scénario	Type	Hypothèse	Conforme à Paris	GES en 2050
IEA	New Policies (2018)	explora toire	Nouvelles politiques de transition	non	33,9 Gt
	Current Policies (2018)	explora toire	Scénario « business as usual »	non	42,5 Gt
	Sustainable développement (2018)	normat if	Propose des objectifs de transition	oui	17,7 Gt
Shell	Sky (2018)	normat if	Vise des émissions net zéro en 2070	oui	18,5 Gt
	Ocean (2013)	explora toire	Croissance rapide et une forte pression sur les ressources	non	40,0 Gt
	Mountain (2013)	explora toire	Stagnation économique généralisée	non	28,0 Gt

WEC	Unfinished Symphony (2016)	exploratoire	Meilleur cas	non	18,1 Gt
	Modern Jazz (2016)	exploratoire	Monde en croissance où les contrôles reposent sur des mécanismes de marché	non	29,7 Gt
	Hard Rock (2016)	exploratoire	Pire cas, forte concurrence entre nations qui paralyse l'action climatique	non	35,7 Gt
Equino r	Renewal (2019)	exploratoire	Meilleur cas basé sur des politiques climatiques fortes	oui	10,6Gt
	Reform (2019)	exploratoire	Business as usual	non	29,0 Gt
	Rivalry (2019)	exploratoire	Pire cas, croissance de la consommation d'énergie	non	35,9 Gt

BP	Evolving Transition (2019)	exploratoire	Business as usual	non	35,9 Gt
	Rapid Transition (2019)	exploratoire	Politique bas carbone généralisée	non	18,0
	More Energy (2019)	exploratoire	Forte hausse de la demande énergétique des pays émergents	non	?
	Less Globalisation (2019)	exploratoire	Conflits commerciaux provoquant un recul de l'économie globale	non	?
DIW-REM	Business as Usual (2019)	exploratoire	Tendances actuelles de décarbonisation insuffisante	non	28,2 Gt
	Survival of the Fittest (2019)	exploratoire	Le désastre climatique met fin aux efforts de contrôle climatique	non	35,1 Gt
	Green Cooperation (2019)	normatif	Transition rapide et croissance verte	oui	8,5 Gt

	ClimateTech (2019)	normatif	Percée technologie soudaine et course contre la montre pour le déploiement	oui	14,0 Gt
MIT	2018 Food, Water, Energy & Climate Outlook	exploratoire	Projection à partir des tendances actuelles	non	40,4 Gt
Exxon Mobil	Outlook (2018)	exploratoire	Projection à partir des tendances actuelles	non	36,3 Gt
EWG/LUT	100% renewables (2019)	normatif	Construction d'un monde basé à 100 % sur les renouvelables	oui	0,0 Gt

Analyse des scénarios

Les chercheurs de DIW Berlin observent qu'il n'y a pas de lien clair entre la description qualitative du scénario (hypothèse et récit) et la trajectoire des émissions. Certains scénarios présentent une partie qualitative peu élaborée, de sorte qu'il est difficile d'évaluer à quel point ils sont plausibles. C'est notamment le cas de l'étude EWG/LUT, qui explique avec une masse impressionnante de détails le fonctionnement d'un monde basé à 100 % sur les énergies renouvelables, mais qui reste muet sur les conditions sociales, politiques et économiques nécessaires pour en arriver à cette situation désirable.

Parmi les autres récits faibles, le scénario *Rapid Transition* de BP repose sur une sortie rapide du charbon, sans expliquer pourquoi cela pourrait se produire. Le scénario *Renewal* d'Equinor postule une croissance verte fondée non pas sur une décarbonisation soutenue, mais sur l'idée controversée et discutable d'un découplage provoquant une baisse de la demande totale d'énergie primaire.

Les scénarios du pire et du meilleur reposent ordinairement sur des récits plus élaborés et présentent des niveaux d'émissions de GES présentant plus de variations dans le temps, au lieu de tendances linéaires monotones. Les résultats finaux en 2050 divergent toutefois beaucoup d'un scénario à l'autre, sans qu'il soit possible de déterminer si c'est le résultat de scénarios bien conçus ou de faiblesses dans le modèle ou dans les données utilisées.

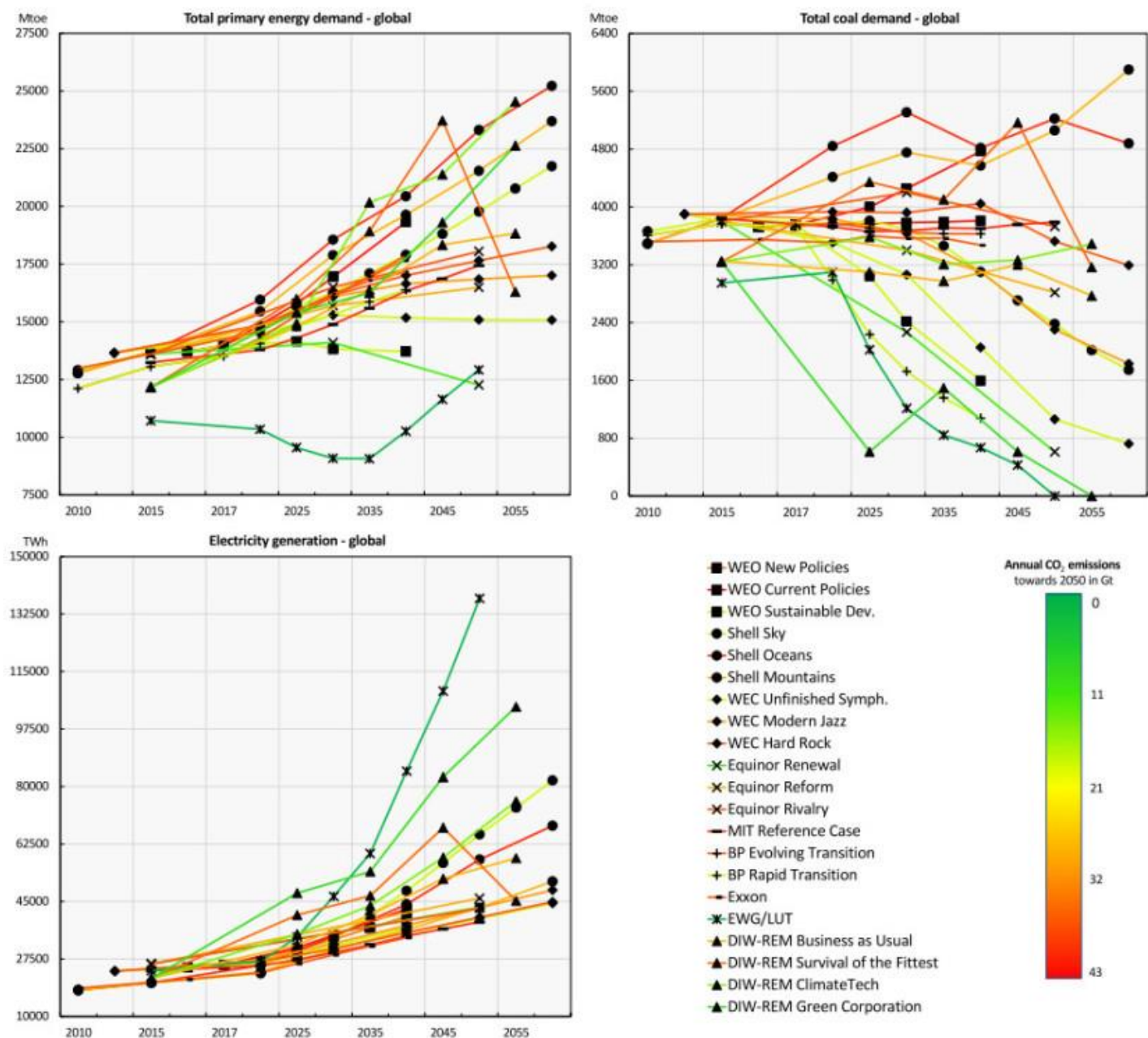


Figure 2: Global total primary energy demand, coal demand, and electricity generation compared. Note: The colours of the lines reflect the annual CO₂ emissions level in the final outlook year (in Gt CO₂); DIW-REM electricity generation is adjusted to a common base year level

Il y a convergence des scénarios en ce qui concerne la consommation totale d'énergie et la part de l'électricité dans le total, mais moins en ce qui concerne le charbon. Les projections les plus carbonées sont en rouge, les moins carbonées en vert.

Dans l'ensemble, presque tous les scénarios suggèrent des chances très médiocres de contrer les changements climatiques. Aucun des scénarios reposant sur un cadre « business as usual » ne permet de limiter les changements climatiques à 2 degrés. Seuls les meilleurs cas et les études normatives répondent aux exigences de l'accord de Paris. De plus, même les scénarios compatibles avec Paris divergent entre eux. Certains reposent sur un monde où les renouvelables jouent un rôle dominant (EWG/LUT et scénario *Green Cooperation* de DIW-REM) tandis que d'autres, et en particulier ceux de l'EIA, continuent d'accorder une grande place aux carburants fossiles.

Ces scénarios à forte teneur fossile supposent l'adoption massive de technologies de séquestration du carbone et négligent l'impact possible de l'adoption d'autres technologies, comme l'hydrogène et les carburants de synthèse. Cette forme de myopie technique reflète souvent l'histoire ou les visées de l'institution qui publie l'étude, un biais qui n'est jamais explicite. Les études favorisant fortement les renouvelables souffrent souvent de biais semblables en faveur de leurs propres options.

L'adoption massive des renouvelables ne correspond pas forcément à un succès dans le contrôle des émissions. Certains scénarios misent sur une diminution de la demande en énergie et certains scénarios misant sur une forte pénétration des renouvelables en arrivent même à un échec en matière de contrôle des émissions.

Par ailleurs, l'Agence internationale de l'énergie se distingue par ses scénarios extrêmement conservateurs. Les renouvelables y jouent le plus petit rôle de tous les scénarios étudiés. La place de l'électricité en général et du solaire en particulier y est faible, tandis que le rôle du charbon et du gaz naturel y demeure particulièrement important. Les chercheurs de DIW Berlin y voient le résultat d'un biais institutionnel.

Manque de transparence

Les chercheurs déplorent un manque de transparence généralisée des modèles. Bien qu'ils ne s'attendent pas à ce que tous les groupes publient leurs équations et leurs données, certaines études ne donnent même pas un aperçu général de leur méthodologie. Seuls l'IEA, WEC, DIW-REM, MIT et EWG/LUT documentent leurs modèles. Shell en donne une brève description. Il est parfois impossible de distinguer les hypothèses des données.

Ces modèles et ces données propriétaires rendent hasardeuses toute validation croisée des résultats. Les chercheurs de DIW Berlin estiment même qu'il est difficile d'évaluer à quel point les modèles sont vraiment indépendants les uns des autres et à quel point ils souffrent de biais communs parce qu'ils partagent les mêmes idées générales et les mêmes sources de données. Au final, on ne peut pas dire si les scénarios se ressemblent parce qu'ils offrent la même version plausible de l'avenir, ou parce que leurs hypothèses s'influencent entre elles.

Un mot sur EWG/LUT

Pour finir, un petit mot sur l'étude de EWG/LUT (LUT est une université finlandaise). Peu connue dans le monde francophone, elle offre un modèle particulièrement intéressant et convaincant de monde à 100 % renouvelable. Une [première étude](#), en 2018, portait sur un système énergétique renouvelable à l'échelle européenne et la deuxième, en 2019, [étendait les résultats au monde entier](#). Les travaux, basés sur des données météo annuelles réelles sur une échelle de temps d'une heure, montrent que les besoins de stockage par batterie sont relativement peu importants et que les besoins à l'échelle d'une saison peuvent être couverts par un stockage sous forme liquide à une échelle raisonnable. C'est aussi un scénario où la croissance de la consommation est très modeste. Ces travaux méritent d'être mieux connus et de faire l'objet de plus de discussions.

Source :

Ansari et al. [Energy outlooks compared: Global and regional insights](#). DIW Discussion Papers 1837, 12 décembre 2019.

Écologie : dois-je quitter mon travail ?

Bon Pote novembre 26, 2020



'Dois-je quitter mon travail'. Voici l'objet d'un email reçu la semaine dernière. Une personne (de plus) qui se pose la question légitime de savoir si elle doit quitter son travail pour être en accord avec ses convictions. Cette satanée [dissonance cognitive](#), cette tension interne entre nos croyances ou émotions qui sont en contradiction avec nos attitudes.

Je vais être très clair dès le début : **je ne suis personne pour vous dire quoi faire**. Mon rôle de "Bon pote" (si je dois en avoir un), c'est de vous donner des pistes de réflexion (les plus objectives possibles) et de vous aider à prendre la bonne décision. Il n'y a pas de réponse unique à une question complexe, comme [il n'y a pas de solution unique à un problème systémique](#).

Alors, comment répondre à cette question ?

Connais-toi toi-même

La première des choses est de faire un travail d'introspection. Cet adage est au moins aussi vieux que Socrate qui en a popularisé l'expression : *connais-toi toi-même*. Comment prendre une décision qui va rythmer votre vie au point d'y passer au moins sept heures par jour, pendant potentiellement plusieurs années, sans vous poser quelques questions élémentaires au préalable ?

Tout d'abord, **la situation diffère selon votre âge**. J'ai reçu de nombreux messages d'étudiant.es me demandant mon avis sur *'quoi faire comme travail'* et *'quelle entreprise était vraiment vertueuse'* (nous y reviendrons). J'essaie de me mettre à votre place et j'y vois une chance : vous n'aurez pas à faire les *erreurs* de vos aîné.es. Se jeter corps et âme vers le chemin de la réussite (gagner beaucoup d'argent et avoir la plus grosse voiture).

Erreur est cependant un bien grand mot : certain.es n'apprennent jamais mieux qu'en faisant des erreurs ou des mauvais choix. Nous pourrions appeler cela l'expérience. La seule petite nouveauté, c'est que les fameuses crises des 30/40/50 ans prendront de plus en plus en compte la variable écologique, au fur et à mesure que les français seront au courant de la situation *catastrophique* dans laquelle nous sommes.

Enfin, vos aspirations à 30 ans ne seront pas les mêmes qu'à la sortie de vos études ! Ce n'est un secret pour personne : je ne suis plus étudiant, et ma vie aurait été totalement différente si j'avais eu toutes les informations dont je dispose aujourd'hui sur la situation climatique.

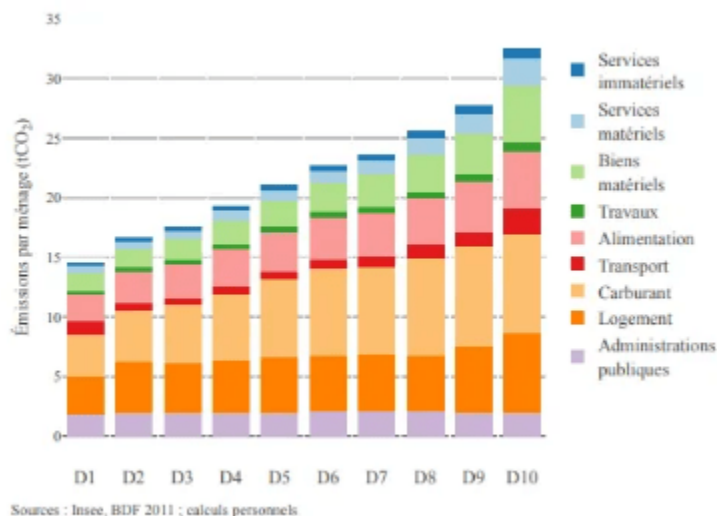
Que faut-il prendre en compte ?

Avant toute chose, il est indispensable de se demander si votre travail est :

- Ecologiquement problématique ?
- Ecologiquement neutre ?
- Ecologiquement bénéfique ?

Ensuite seulement vient la deuxième partie de la réflexion : *'avant de quitter mon travail, quelles variables prendre en compte pour faire le bon choix' ?* Voici une liste d'éléments à prendre en compte :

– **Le salaire** : plusieurs questions à se poser concernant le salaire. Quel salaire touchez-vous et de quel salaire avez-vous besoin ? Jusqu'à combien êtes-vous prêt à sacrifier votre revenu pour changer de travail et être en adéquation avec vos valeurs ? Bien sûr, les salaires ne sont pas exactement les mêmes dans le public et le privé, pas non plus exactement les mêmes dans une ONG que dans une banque de financement... Aussi, il existe une très forte corrélation entre votre revenu et votre [empreinte carbone](#) :



Source : http://faere.fr/pub/PolicyPapers/Pottier_Combet_Cayla_Lauretis_Nadaud_FAERE_PP2020.02.pdf

Votre épargne aura également un rôle important : même si vous ne dépensez pas votre argent directement dans l'achat de produits à forte empreinte carbone, l'argent ne dort jamais ! Aussi, [choisissez bien votre banque](#). J'espère qu'avec ce premier élément, l'idée de passer au 4/5ème vous aura traversé l'esprit.

– **Votre matelas financier** : il est forcément plus facile de faire un travail qui vous plaît sans avoir la contrainte de rembourser un crédit. Plus facile de prendre des risques si jamais (après expérience non concluante) vous avez de l'argent de côté ou une famille prête à vous aider.

– **Situation familiale** : avez-vous une famille à entretenir ? Sans votre salaire, sera-t-il possible de payer les cours d'équitation d'Emilie ou les chaussures de foot de Kevin ? Votre famille est-elle dépendante de vous financièrement ? Votre conjoint.e va-t-il/elle accepter de passer d'un mode de vie sans limites à un mode de vie sobre ? Laisser tomber les vacances à Bali et profiter du sud de l'Italie ? Ces questions ne sont pas anodines : la

prise de conscience écologique est parfois brutale et peut laisser des traces, aussi bien dans votre famille que dans votre couple.

– **Acceptation du cercle proche** : êtes-vous prêt.e à prendre le risque de sortir de la case dans laquelle vous étiez depuis des années ? Etes-vous prêt.e à avoir des remarques quotidiennes de votre famille, collègues et ami.es sur votre changement de trajectoire ? Allez-vous supporter les moqueries et autres petites remarques assassines de certain.es qui vous jugeront, alors même que vous étiez sûr.e qu'ils seraient les premiers à vous soutenir ? Votre changement ne sera pas accepté unanimement. En tout cas, pas immédiatement. Certain.es personnes le supporteront, d'autres non. L'acceptation pourra également survenir plus tard, [une fois qu'ils auront eux aussi compris l'urgence climatique](#).

– **Votre santé** : compte tenu du nombre croissant de burn-out dans nos sociétés occidentales, c'est un point à ne surtout pas ignorer. Trop de personnes craquent au travail à cause du stress, la fatigue, l'ennui.. A quel prix ? Combien de temps supporterez-vous cela ? Pour quoi, pour qui ? Si vous aimez l'adage '*le travail c'est la santé*', rappelez-vous aussi que la santé passe avant le travail et que le second ne doit pas jouer des tours au premier.

– **Votre appétence au risque** : chaque personne est plus au moins prête à prendre des risques selon sa situation, et surtout, chaque personne n'a pas du tout le même goût du risque. Cela n'est pas forcément lié à vos revenus. Certaines personnes passent leur vie sans prendre aucun risque de changement et elles finissent tout à fait heureuses.

Outre ces points listés ci-dessus, il y a une autre variable à ne pas oublier... Qui pourrait finalement être la plus importante.

Chacun sa morale, chacun son éthique

Posez cette question autour de vous : '*c'est quoi, être éthique ?*'. Vous n'obtiendrez jamais deux fois la même réponse. Si l'éthique est bien la science de la morale, personne n'a la même morale. Premièrement, nous ne réagissons pas de la même façon selon la situation. Deuxièmement, nous n'avons ni les mêmes moyens ni les mêmes méthodes pour arriver à nos fins. Ce qui peut paraître *normal* pour l'un sera absolument inacceptable pour l'autre. Par exemple, [boycotter Amazon](#) pourrait apparaître comme une évidence... Et bien non. A l'instar de [F. Ruffin](#), [ce n'est pas aussi simple](#).

Il y a tellement de paramètres à prendre en compte que cela ne sert à rien d'épiloguer : des philosophes essayent de se mettre d'accord depuis 2000 ans et n'ont toujours pas la même définition. Si vous ne me croyez pas, lisez Socrate, Kant, Spinoza ou Bernard-Henri Levy : vous verrez qu'ils n'ont pas la même définition de ce qu'est *être éthique*.

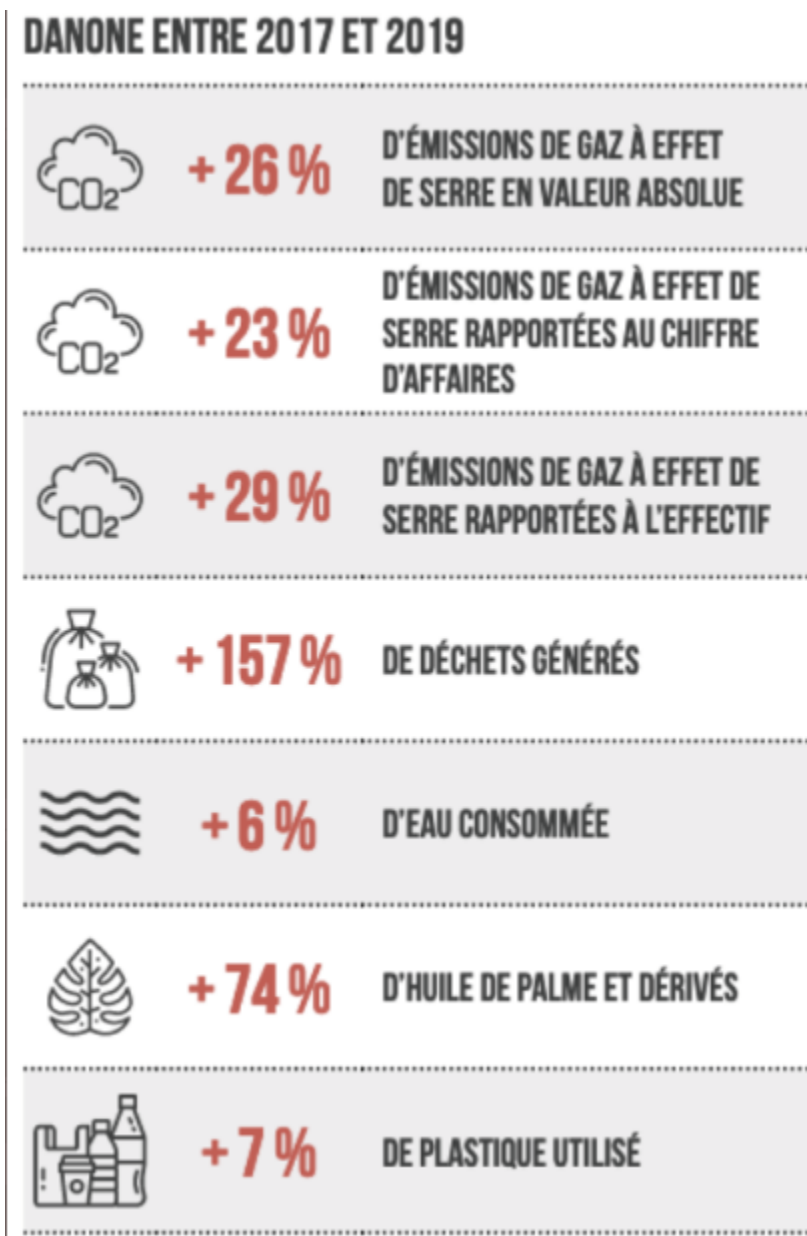
Aussi, **nous avons tous nos contradictions**. Vous pouvez être fou amoureux des animaux mais en manger le soir au dîner... Ou encore vous dire écolo et [prendre l'avion pour nettoyer des plages à Bali](#). Vous pourriez même avoir une [empreinte carbone exemplaire](#) et être un parfait connard en société. Dans la même optique, des initiatives vertueuses pour les uns pourraient être une horreur pour les autres. Prenez la fermeture de Fessenheim : c'est à la fois une horreur pour les uns et une excellente nouvelle (sincère) pour les autres.

Cette entreprise est-elle vraiment vertueuse ?

Si personne n'a la même définition de la morale, vous devinerez aisément qu'il en sera de même pour définir '*une entreprise vertueuse*'. Cet article aurait pu commencer par un élément essentiel et déterminant dans votre choix de quitter votre travail : l'étendue des connaissances du problème climatique. Vous n'aurez pas du tout la même vision ni les mêmes envies en fonction du temps passé à lire sur le sujet. Entre 20H de conférences et

[1000 heures de lectures](#), en tentant de comprendre ce qui a marché/pas marché par le passé, ceux qui sont sincères et [ceux qui font du greenwashing](#)... vous verrez que votre définition d'une entreprise vertueuse ne sera pas/plus la même.

Alors, tout en gardant en tête que [nous aurons besoin de tout le monde](#), demandez-vous par exemple si Total est une entreprise vertueuse ? Si ce n'est pas le cas, pourriez-vous les rejoindre et les aider à le devenir ? Même chose pour Lafarge, BNPP, L'Oréal, LVMH, Dassault Aviation, Kering... Danone ! J'ai pris beaucoup de plaisir à écouter le président de Danone, Emmanuel Faber, lorsqu'il a annoncé en juin dernier que [Danone devenait une entreprise à mission](#) ! Des FRISONS ! J'en avais pleuré de joie ! J'avais senti un vrai tournant chez Danone. C'est vrai que depuis l'Accord de Paris en 2015, le groupe avait instantanément pris la mesure de l'urgence climatique :



Source :

<https://twitter.com/MaximCombes/status/1331134752276045825?s=20>

Mais pour être une entreprise à mission, il n'y a pas que le climat, il y a l'humain aussi ! La semaine dernière, Danone a bien rappelé qu'ils avaient une mission :

Danone prévoit la suppression de 2 000 postes, dont près de 400 en France

Un plan d'économies d'un milliard d'euros est présenté, lundi, pour retrouver la confiance des actionnaires alors que l'action a perdu plus d'un quart de sa valeur en 2020.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/11/23/pres-de-2-000-suppressions-d-emplois-chez-danone_6060768_3234.html

Vous voyez bien que nous pouvons tous avoir des sensibilités différentes. Surtout, n'hésitez pas à consulter [le classement des champions du climat du magazine Challenges](#) (où Kering arrive en tête) pour vous en servir de ~~papier toilette~~ boussole, afin de savoir quel groupe rejoindre et avoir un vrai impact sur le climat.

Le mot de la fin

Il est impossible de répondre à la question 'dois-je quitter mon travail' sans se connaître soi-même au préalable. Sans peser le pour et le contre, entre ce que l'on risque et ce que nous sommes prêts ou pas à accepter. [Le refus de parvenir de Corinne Morel Darleux](#) n'est pas donné à tout le monde et il faut l'accepter.

Quitter son travail pour faire avancer la cause écologique (sauvegarde de la biodiversité, lutte contre les inégalités, etc..) n'est pas chose facile et nous avons de ce point de vue un vrai manque d'accompagnement en France. D'abord sur le plan psychologique, où l'éco-anxiété et la solastalgie prennent de plus en plus d'ampleur et sont encore sous-estimées (voir [les travaux de Charline Schmerber](#) à ce sujet). Ensuite, sur le plan de l'accompagnement : que faire, une fois que j'ai quitté mon travail ? En rejoindre un autre ? Comment ? Quel accompagnement ?

Pour conclure, j'aimerais vous partager une phrase qui m'a particulièrement marqué cette semaine : '*passé 30 ans, on sauve plus rien, on se sauve*'. C'est finalement simple : sauvez-vous et vous sauverez les autres. Posez-vous maintenant les deux questions suivantes : '*qu'est ce que je fais pour le climat et l'environnement, et que pourrais-je faire de plus ?*'

Vous savez ce qu'il vous reste à faire.

Interruption (in)volontaire de vieillesse

Par biosphere26 novembre 2020



La société peut-elle faire le tri entre les mourants, les mourants peuvent-ils décider de leur sort ? Deux points de vue s'entrechoquent !

[Christophe Barret, Francis Navarro, Gaël Piton](#) : « A ce stade de la pandémie de Covid-19, l'hypothèse d'un « tri nécessaire » des prises en charge hospitalières devient une éventualité. On devrait alors arbitrer entre les patients atteints de Covid-19 et les autres pathologies... Le principe de justice sociale n'exclut pas un traitement différencié si les situations individuelles sont différentes. La légitimité et le réalisme de moyens médicaux lourds (donc limités) ne sont pas les mêmes selon que le cas est désespéré ou laisse espérer une guérison. Pour l'accès à la réanimation, c'est l'approche globale du bénéfice d'une prise en charge thérapeutique possiblement lourde, avec l'espoir d'une survie avec une qualité de vie acceptable par le patient, qu'il soit atteint du Covid-19 ou d'une autre affection. L'âge et l'espérance de vie comptent, mais aussi la fragilité des patients ou les organes défaillants. Le respect de la volonté individuelle est aussi un principe fondateur... »

[Rose-Marie Lagrave](#) : « L'une des solutions-clés, pour désengorger les hôpitaux, calmer la culpabilité des soignants face à la contrainte de devoir trier, et associer les malades aux décisions qui les concernent au premier chef, consiste entre autres à associer les vieux et vieilles à la décision de continuer à vivre ou de choisir le moment de leur mort... La loi Léonetti-Claeys du 2 février 2016 ne reconnaît que « le droit au refus de l'obstination déraisonnable ». La raison suppose d'aller plus loin, l'épidémie rend légitime le droit à demander une aide médicale pour mourir dans la dignité. Le mouvement féministe a su lutter avec ténacité pour obtenir le droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) et concrétiser le slogan « faire naître si je veux, quand je veux ». On doit s'interroger sur les vertus de l'IVV : « Demander la mort si je veux et quand vivre devient indigne ». Et, bien sûr, nul n'est jamais obligé d'exercer son droit... »

– sur notre blog biosphere, la nécessité d'un triage médical (11 mars 2020)

LE POINT DE VUE DE PEPE (ESCOBAR)...

26 Novembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND



Pour pépé (Escobar) *<régulièrement publié sur le site du Safer Francophone>* , la présidentielle US s'est jouée entre Bouffon (Trump) et Cadavre (Biden), moi j'étais plus poli en disant vieux débris.

"[Aucun tsunami de propagande](#) occidentale ne peut tourner favorablement ce qui est en fait un effondrement idéologique dévastateur, en une ou deux étapes.

L'échec abject du néolibéralisme dans le traitement de la Covid-19 est manifestement évident dans tout l'Occident."

Poutine revient classiquement vers les fondamentaux russes :

"Poutine a fait une affirmation clé sur le rôle du Capital, en soulignant la nécessité « d'abandonner la pratique de la consommation effrénée et illimitée – la surconsommation – en faveur d'une suffisance judicieuse et raisonnable, lorsque vous ne vivez pas seulement pour aujourd'hui mais pensez aussi à demain ».
Poutine a de nouveau souligné l'importance du rôle de l'État : « L'État est un élément nécessaire, il n'y a pas moyen [...] de se passer du soutien de l'État »."

On a vu ce qui se passer avec la transition vers l'économie de marché. (Outre les 25 millions de morts).

"« Quel est le plus grand économiste marxiste de la Russie ?
– Egor Gaïdar, car il a réussi en deux ans ce que ni Lénine ni Staline n'avaient su faire : discréditer complètement le capitalisme dans ce pays. »"

En outre, en URSS c'est comme le disait Orlov, le gouvernement qui décidait ce qui était possible, souhaitable ou ce qui était superflu. On peut penser qu'en occident, croisières et voyages en avions vont être classés dans la case "superflu". Les gargotiers et marchands de sommeil parisiens ont du souci à se faire. Bon, avoir classé le PQ comme superflu en URSS, c'est quand même discutable. Mais ça donnait aux retraités des revenus : ils assouplissaient "Pravda" et "Ivestia", pour en faire du papier utilisable...

"« En maintenant l'inflation un peu plus élevée, il sera plus facile pour les consommateurs et les entreprises russes de rembourser leurs emprunts. C'est économiquement plus sain que les politiques déflationnistes des sociétés occidentales »."

Il y a des chances que nous soyons au "moment Gaïdar", des économies occidentales. Le système se discrédite.

[Pour la présidentielle proprement dite :](#)

"Remplir l'urne est une escroquerie typique appliquée dans les déclinaisons de la révolution de couleur de république bananière."

"Nom de code Cadavre, dans un lapsus freudien, avait révélé que son parti avait mis en place le système de fraude le plus étendu et le plus « diversifié » qui ait jamais existé."

[La suite ?](#)

"En fonction de la suite des événements, les Déplorables deviendront les Incontrôlables."

"L'Occident dans son ensemble est au bord d'un double précipice : la pire dépression économique jamais connue, associée à des explosions imminentes, innombrables et incontrôlables de rage sociale."

"L'État Profond pense donc qu'avec Cadavre – ou, beaucoup plus tôt que tard, la Commandante Kamala – le chemin s'adoucirait vers la Grande Réinitialisation de Davos, tout en maintenant le plan B en mode « prêt, feu, partez » : un déchaînement mondial pour satisfaire le complexe militaro-industriel, qui a choisi Cadavre en premier lieu parce qu'il n'est qu'une figure en carton."

ET MAINTENANT...

25 Novembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

... le globalisme s'est brisé contre un très vieux truc, les états.

D'abord contre la Russie, la Chine, et on le comprend, vu leur puissance.

Mais aussi contre l'Iran dont on n'a pas compris que Khomeiny avait repris une bonne partie du fond de commerce de Mossadegh... Et certains autres. Des brimborions pourtant...

Après, la "victoire" du globalistanau USA par [l'élection de Biden](#), l'internationaliste cacochyme et gâteux sur le Jacksonien Trump, est ce qu'elle est, sans doute le dernier acte de l'empire, aller jusqu'au bout de la [dégringolade](#). Pas de retrait ordonné. Ce sera la déroute.

[La déroute Sorosienne](#) en Arménie, face à l'alliance Anglo-turque, montre les limites du globalistan. Face à la force militaire, rien ne résiste, et sans doute, le piège, le massacre des arméniens a t'il été évité.

Les succès obtenus à coups de drones en Arménie viennent d'être retenté en Syrie. Cela a été le flop total. L'armée syrienne n'est pas une armée arménienne victime comme toutes les armées de son long sommeil. Rien de pire pour une armée que de gagner une guerre. Elle s'assoupit comme la belle au bois dormant.

[Reste l'hypothèse iranienne](#). L'Iran ne peut permettre l'installation de populations hostiles à ses frontières, avec un régime qui accepte turcs, israéliens, américains et qui veulent installer des usines de drones...

On voit que les "états profonds" en occident n'ont plus de cohérence, du moins, plus la cohérence nécessaire pour faire empire, autre qu'un empire en déroute. Et Trump a suffisamment de temps encore, pour miner le terrain, même s'il part.

La cohérence dans chacun des états n'est plus là. Quel intérêt, pour Londres, de s'emparer de quelques mines d'or en Azerbaïdjan et de bénéficier de quelques puits de pétrole, quand la [dégringolade intérieure](#) est si intense ? Là aussi, des oligarques perdus dans leurs palais qui ne regardent même [plus par la fenêtre](#). Au delà de leurs fenêtres, [ce sont les colonies](#). C'est [sans importance](#).

Sans doute, la "victoire" de Biden, intervenant au commencement d'un effondrement économique sans précédent, sera t'elle la dernière victoire de l'empire. [Une victoire à La pyrrhus](#).

SECTION ÉCONOMIE

**FAKE
NEWS**



La plupart des gens qui suivent uniquement les médias traditionnels ignorent complètement la vérité !

Publié le 26 novembre 2020 à 10:00:01 / 2 commentaires / 656 vues

Comme l'expliquait le Premier ministre britannique Benjamin Disraeli, il y a trois sortes de mensonges : « Il y a les mensonges, les satanés mensonges, et les... Lire la suite

Coronavirus: le PIB national devrait chuter de 12% en novembre, selon la Banque de France

Publié le 26 novembre 2020 à 13:00:51 / 4 commentaires / 107 vues

Pour les secteurs du commerce non alimentaire, de la restauration traditionnelle et des activités récréatives, « les perspectives se dégradent fortement ». Covid-19 :... Lire la suite



USA: les banques alimentaires que l'on ne vous montre pas... C'est un Vrai désastre !

Publié le 26 novembre 2020 à 12:00:13 / 5 commentaires / 538 vues

Voici un reportage aussi édifiant qu'effrayant sur les terriblement longues files d'attente aux Etats-Unis pour se procurer des colis d'aides alimentaires notamment... Lire la suite



Aux USA, la dette du gouvernement et des entreprises est devenue hors de contrôle ! L'Amérique se dirige vers la faillite !

Publié le 26 novembre 2020 à 08:00:27 / 1 commentaire / 366 vues

Aux États-Unis, la dette des entreprises est passée de 2 000 milliards \$ à 10 000 milliards \$ au cours des dix dernières années. Une grande partie de cette

dette a été... Lire la suite



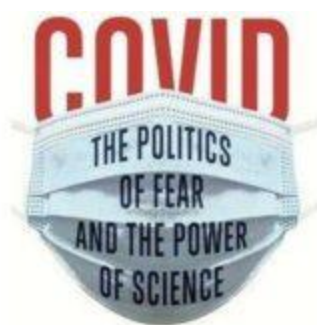
Comment les États monétisent-ils la crise du coronavirus ?

Publié le 25 novembre 2020 à 21:33:38 / 0 commentaire / 346 vues

Richard Déténte laisse la parole à Louis-Vincent Gave aujourd'hui dans une nouvelle vidéo sur la monétisation de la crise du COVID-19. En effet, la crise sanitaire a... Lire la suite

USA: Ron Paul et le Covid-19: Ne laissons pas les politiques dicter la science !

Tyler Durden Source: [zerohedge](https://www.zerohedge.com) Le 25 Nov 2020



Au cours des dernières semaines, deux études importantes ont été publiées qui pourraient considérablement améliorer notre compréhension de la maladie du Covid-19. Quand on comprend mieux ce que la science peut nous apporter en matière de connaissances face à la maladie, il faudrait plutôt en être reconnaissant, car il est vraiment possible de sauver des vies.

Le seul problème est que, parce que les résultats de ces deux études remettent en question ce que les médias ont pourtant bien établi comme sagesse conventionnelle relative à cette maladie, les rapports sont au mieux ignorés et au pire ouvertement déformés par les médias mainstream.

Il s'agit à mon avis d'une soumission dangereuse et insensée de la science à la politique et cela pourrait bien finir par causer beaucoup plus de morts inutiles.

La première étude concernant les masques danois, qui avait été réalisée il y a plusieurs mois mais qui n'a été publiée que récemment dans une revue dédiée uniquement à des spécialistes en la matière. L'étude a séparé deux groupes et a donné au premier des masques à porter avec des instructions sur la façon dont ils devraient être utilisés. L'autre groupe était le groupe témoin qui ne portait pas de masques.

L'étude a révélé que le coronavirus se propageait avec une certaine marge d'erreurs dans les deux groupes. En d'autres termes, **le port du masque n'a guère contribué à contrôler la propagation du virus.**

Le port du masque étant toujours obligatoire aux Etats-Unis et dans le monde entier, cette étude devrait être rapportée comme une preuve à contre courant. On pourrait tout au moins s'attendre à ce qu'il y ait plusieurs autres études similaires afin de pouvoir soit réfuter ou au contraire confirmer ces résultats.

Cependant, bien que la plupart du temps elle soit ignorée par les médias, lorsqu'elle a été découverte, cette incroyable étude a été transmise au public avec des résultats à l'opposé de la réalité. Par exemple, **le « Los Angeles Times » a publié un article avec le titre : « Les essais des masques faciaux n'ont pas empêché la propagation du coronavirus, ce qui montre pourquoi il faut absolument porter un masque ».**

De même, une nouvelle étude très large menée à Wuhan, en Chine, et publiée dans la revue scientifique très respectueuse The Nature, rapporte que les personnes asymptomatiques qui ont été testées positives au covid-19 ne transmettent pas l'infection aux autres. Etant donné que le port du masque obligatoire et que les confinements reposent sur la théorie selon laquelle les cas positifs asymptomatiques sont susceptibles de transmettre la maladie, il s'agit potentiellement d'une information extrêmement importante qui devrait aider à planifier une façon de contenir de manière encore plus efficace le virus.

Au moins, encore une fois, cela devrait stimuler des études supplémentaires de grande envergure pour confirmer ou infirmer l'étude de Wuhan.

Nous savons, sur la base d'informations provenant de sources largement acceptées comme le CDC et l'OMS (l'Organisation mondiale de la santé), que les confinements peuvent avoir un impact extrêmement négatif sur la société. Le 14 juillet, le directeur du CDC, Robert Redfield, a déclaré lors d'un séminaire que les confinements causaient plus de morts que le Covid-19 lui-même.

Donc, s'il existe un moyen de continuer à lutter contre le Covid-19 et à protéger les personnes les plus à risque tout en réduisant considérablement les décès liés au confinement, cela ne vaut-il pas la peine d'être pris en considération. **Cela ne vaut-il pas au moins quelques recherches supplémentaires ?**

Eh bien, pas du tout selon les médias traditionnels. Ils ont en décidé ainsi et ils ne sont pas prêts de changer. Les deux études sont fatalement défectueuses, rapportent-ils. Bien sûr, cela pourrait être le cas, mais n'est-ce pas un argument intéressant pour tenter de reproduire des études pour essayer de le prouver ?

Ce serait une approche scientifique digne de ce nom. Malheureusement, « faire confiance à la science » est très vite devenu « faire confiance aux messages que je véhicule ». C'est à vrai dire une façon très dangereuse de penser et qui peut s'avérer également mortelle.

La plupart des gens qui suivent uniquement les médias traditionnels ignorent complètement la vérité !

**FAKE
NEWS**

Comme l'expliquait le Premier ministre britannique Benjamin Disraeli, il y a trois sortes de mensonges : « Il y a les mensonges, les satanés mensonges, et les statistiques. » Aujourd'hui, nous sommes inondés d'informations mensongères, et la plupart des gens qui suivent uniquement les médias traditionnels ignorent la vérité. Parce que peu de gens disent la vérité de nos jours :

Philippe Béchade: "L'Europe Des Mensonges"

- Les politiciens mentent pour tromper et endoctriner les gens.
- Les gouvernements publient de fausses données économiques comme, par exemple, sur le chômage ou l'inflation, pour servir leurs propres intérêts.
- Les banques centrales mentent, parce que si elles disaient la vérité, la bulle financière mondiale éclaterait instantanément.
- Les banquiers mentent sur le bilan de leurs banques, parce que si elles dévoilaient à leurs clients leur vraie situation financière, elles perdraient tous leurs déposants.
- Les « fausses nouvelles » et les « fausses alarmes » (*fake news and false flags*) sont désormais chose courante. Vu que la plupart des gens ne sont pas du tout critiques de ce qu'ils lisent dans les journaux ou regardent à la télé, il est extrêmement facile, pour les gouvernements de l'Ouest ou de l'Est, de publier des mensonges et de fausses nouvelles.
- Les journalistes mentent, soit à cause de leurs penchants politiques, ou soit parce qu'ils sont trop paresseux pour examiner les faits.
- Les gestionnaires de fonds de retraite mentent, parce qu'ils n'osent pas dire aux futurs retraités qu'ils ne recevront probablement qu'une fraction de la pension promise.

Aux USA, la dette du gouvernement et des entreprises est devenue hors de contrôle ! L'Amérique se dirige vers la faillite !

Source: or.fr Le 26 Nov 2020

Aux États-Unis, la dette des entreprises est passée de 2 000 milliards \$ à [10 000 milliards \\$](#) au cours des dix dernières années. Une grande partie de cette dette a été utilisée pour des programmes de rachats d'actions, ce qui ne crée aucune valeur économique, sauf pour quelques actionnaires et dirigeants. La dette publique américaine est passée de 10 000 milliards de dollars à [plus de 27 000 milliards de dollars](#) en seulement 11 ans. Il s'agit d'une augmentation absolument considérable et inacceptable, un signal clair montrant que le pays se dirige vers la faillite. Aucun pays qui accumule des déficits budgétaires importants chaque année durant 58 ans n'a une chance de s'en sortir. La seule raison qui empêche l'économie américaine de s'effondrer est le statut de devise de réserve mondiale du dollar US. Mais le dollar ne mérite pas d'être cette devise de réserve. Face au

franc suisse, par exemple, le dollar a perdu 77% depuis 1971. Face à l'or, la seule monnaie à avoir survécu à travers l'histoire, le dollar a perdu 97% depuis 1971. Ce n'est qu'une question de temps avant que le dollar n'entame son dernier voyage, pour revenir à sa valeur intrinsèque de zéro, et il sera accompagné par d'autres devises.

= = =



Philippe Béchade : L'Europe Des Mensonges

36 182 vues • 28 nov. 2018

1 K 20 PARTAGER ENREGISTRER ...

https://www.youtube.com/watch?v=2ws65_Aji04&feature=emb_logo

L'effondrement de l'aérien, 120 milliards de perte pour les compagnies !

Par [Charles Sannat](#) | 26 Nov 2020



Les chiffres du secteur de l'aérien sont fous, incroyables.

Cette année, et l'année n'est pas terminée, les pertes cumulées des quelques 290 compagnies aériennes internationales devraient atteindre les 118,5 milliards de dollars pour l'année 2020.

2021 devrait nettement s'améliorer puisque les pertes ne seraient « que » de 38,7 milliards d'après les dernières prévisions de la IATA qui est l'association internationale des transporteurs aériens.

Pour son directeur général, Alexandre de Juniac (ancien PDG d'Air-France) « nous ne pourrons attendre le vaccin », et pour cause **toutes les compagnies de la planète sont en faillite plus ou moins virtuelle.**

Chaque compagnie sera sauvée par son Etat ou pas !

Chez nous, l'Etat va monter au capital d'Air-France pour permettre à la compagnie tricolore de tenir le coup jusqu'au retour à la normale qui n'est pas à prévoir avant 2022 au... mieux !

Car il ne faut pas imaginer, sauf miracle, disparition du virus, ou vaccination massive et presque instantanée de milliards d'habitants que la vie va pouvoir reprendre son cours comme avant dès le 1er janvier.

Cette crise va durer.

Longtemps.

On ne le dit pas parce qu'il ne faut pas désespérer Billancourt, mais ne soyons pas naïfs. La stratégie de l'itération est d'un grand classique.

Le retour du tourisme de masse n'est pas pour demain.

Des dizaines de compagnies vont donc aller au tapis, et seules les grosses compagnies et les nationales passeront le cap. L'industrie du transport aérien aura été redimensionnée.

« Dupond-Moretti est riche. Bravo, il devrait être aux finances !! »

par [Charles Sannat](#) | 26 Nov 2020



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Dans ce pays on déteste tellement les « riches », et on aime tellement les pauvres, que nos aimables socialistes ne cessent d'en produire depuis 40 ans et à la chaîne.

La France est devenue une usine à fabriquer du pauvre en masse.

Et comme nous sommes juste totalement crétins et imbéciles, comme nous trouvons que nous n'en avons pas assez, nous allons en chercher d'autres et nous en faisons venir encore plus chaque année.

Vous savez, cela fait 40 ans que je contemple notre pays et ses grands sentiments cul-cul-gnan-gnan.

Plus nous luttons contre quelque chose plus cette chose augmente ainsi que le coût de la lutte contre ladite chose !

Lutte contre la délinquance ? Hahahahahahaha

Lutte contre la pauvreté ? Hahahahahahaha

Lutte contre le chômage ? Enorme Hahahahahahaha

Lutte contre les SDF ? Hahahahahahahahaha

Toutes nos « luttes » publiques sont de vastes blagues aussi fumeuses que coûteuses pour notre pays et presque totalement inutiles et vouées à l'échec.

Alors tout le monde attendait la déclaration de Dupond-Moretti pour savourer sa richesse et se scandaliser de sa Bentley !

Je roule en Dacia, et la Bentley de Dupond-Moretti ne me retire rien, pas plus que le reste de son patrimoine qui ne nous regarde pas puisqu'il l'a gagné en travaillant certainement 10 fois ou 100 fois plus que la majorité des habitants de ce pays ne travailleront jamais dans la vie !

On cache la vérité de la richesse aux gens.

On cache le secret de la richesse.

Je vais vous le révéler aujourd'hui.

C'est un secret.

Surtout ne le répétez pas aux pauvres, ils pourraient « tous » devenir riches (je rappelle que riche dans ma définition, ce n'est pas avoir une Bentley, mais ne plus redouter de voir arriver une facture même imprévue).

Travail, passion, et effets cumulés !

Voilà le vrai secret de la richesse.

Il est très simple.

Travail, passion et effets cumulés.

Il faut travailler fort, dur, pas seulement 35 heures, ça c'est de la foutaise pour gueux et pour égalitaristes ! Il n'y a pas un champion, pas un sportif, pas un chef d'entreprise grand ou petit, pas un médecin, pas un avocat, pas un prof qui veut passer son agrégation qui travaillent 35 heures avec 9 semaines de congés RTT incluses !!

Travailler dur c'est travailler 70 heures minimum par semaine, pas 35.

Pour travailler aussi dur, il faut être passionné, sinon, c'est une torture évidente.

Puis quand vous êtes passionné et que vous travaillez dur et que vous le faites sur la durée, vous donnez au temps la possibilité de produire ses effets cumulés.

Cela fonctionne aussi dans l'autre sens.

Ne foutez rien à l'école, ne foutez rien au collège, ne foutez rien au Lycée, ne foutez pas plus en FAC, et un jour, vous ne foutez pas grand chose chez votre premier employeur, puis achetez vite à crédit la plus grosse des voitures, et vous aurez les effets cumulés de la pauvreté et de la galère...

Entre Dupond-Moretti qui a passé des années à travailler comme un acharné, chaque année scolaire, chaque concours, chaque dossier et celui qui ne s'est jamais fait mal, et bien la différence en 40 ans est très simple... Elle fait plusieurs millions d'euros !

Dupond-Moretti n'a pas eu plus de chance que les autres, il n'est pas issu d'un milieu ultra-favorisé, c'est un homme qui a travaillé, qui est passionné et qui a pu obtenir les effets cumulés de son engagement et de son investissement.

Il ne faut pas jalouser Dupond-Moretti, il nous faut plus de Dupond-Moretti, je ne vous parle pas de ses idées, ce n'est pas le sujet, je vous parle de son « succès » de sa « réussite ». Notre pays doit être fier de ce genre de réussite et doit avoir pour ambition non pas de fabriquer encore plus de pauvres, mais de vouloir plus de riches !

Si vous détestez la richesse, alors la richesse n'est pas prête de vous aimer !

Je ne parle pas là que d'argent.

La richesse est multiple.

Elle est financière.

Elle est familiale.

Elle est sentimentale.

Elle est affective.

Elle est intellectuelle.

Je suis riche de l'amour de mon épouse et de mes enfants, une richesse qui donne, chaque jour, une force incroyable, un pourquoi, un sens.

Aimez la richesse, pas l'argent. La richesse.

Vaste programme que celui de reprogrammer le logiciel éducatif erroné de la France entière.

Quant à la crise, elle ne changera pas grand-chose à l'affaire.

Je vais vous donner un autre secret. Jamais l'argent n'a été aussi abondant et peu coûteux... Jamais le savoir n'a été autant disponible et si facilement accessible. Moi qui courrait les bibliothèques pour avoir accès à un simple livre, c'était le siècle dernier, une éternité. Aujourd'hui tous les ouvrages sont à portée d'un simple clic.

Bravo à Maître Dupond-Moretti pour ses richesses qui sont loin de n'être « que » financières. Pour le garde des « sots » c'est un autre sujet !

Pour ceux qui veulent approfondir leurs réflexions et leur compréhension des mécanismes de la richesses et des facteurs limitants vous avez ce dossier à votre disposition dans vos espaces lecteurs lorsque vous êtes abonnés à la [lettre STRATEGIES](#). Ce dossier comme des dizaines d'autres est inclus dans l'abonnement. [Tous les renseignements ici](#).

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

USA les banques alimentaires que l'on ne vous montre pas



Voici un reportage aussi édifiant qu'effrayant sur les terriblement longues files d'attente aux Etats-Unis pour se procurer des colis d'aides alimentaires notamment des dindes pour fêter Thanksgiving, la plus grande fête américaine. Cette année, c'est même des militaires, comme vous pourrez le voir sur ces images, qui remplissent les coffres de millions de familles avec des cartons de nourriture.

Dans ce reportage, ils parlent de 50 millions de personnes concernées dans tout leur pays et de plus de 7 millions d'enfants dans une extrême pauvreté.

En France, la situation est également terrible et le président des Restos du Cœur avait poussé un cri d'alarme ces derniers jours. Si beaucoup de nos concitoyens sont aidés et rentrent dans des dispositifs de soutien, il y en a beaucoup qui sont également livrés à eux-mêmes sans plus de droits au chômage, ou qui avaient l'habitude de travailler en saisonnier. Je pense en particulier à nos saisonniers de la montagne, et les stations qui vont rester fermées pour les fêtes et qui pourraient bien le rester encore fort longtemps.

Partout dans le monde il y a beaucoup de gamelles à remplir, et il faut surtout s'assurer qu'elles le soient bien.

La crise sanitaire n'est pas terminée, nous n'en sommes sans doute au mieux qu'à la moitié, et la crise économique, elle, vient à peine de commencer.



<https://insolentiae.com/usa-les-banques-alimentaires-que-lon-ne-vous-montre-pas/>

Charles SANNAT

Les restaurateurs très en colère. L'appel à manifester à Marseille



C'est une énorme colère de Frédéric Jeanjean restaurateur et secrétaire général d'un syndicat.

Son appel à manifester est sans ambiguïté.

Il faut dire que la situation de nos concitoyens restaurateurs est terrible. Terrible.

Il a raison Frédéric Jeanjean quand il dit que les restaurateurs sont un peu les cocus de l'histoire notamment des aides financières ! Le chômage partiel ne couvre pas à 100 %.

Les congés payés s'accumulent et lorsqu'il faudra licencier il faudra les payer.

Et nos amis restaurateurs sont hélas fermés encore pour longtemps et sans doute plus que le 15 ou 20 janvier, car il sera difficile de rouvrir ces établissements en assurant la sécurité sanitaire... à moins que l'on nous dise enfin avec précision la véritable dangerosité et de ce virus, et la réalité des modes de transmission.

Si les Français ne peuvent pas apprécier eux-mêmes les risques, c'est faire un chèque en blanc à des autorités qui n'ont jamais brillé ni par leur préscience, ni par leur efficacité, et encore moins par leur transparence.

La réaction est donc compréhensible et le soutien de la société, la solidarité nationale doit-être massive et sans faille.



Charles SANNAT

Vaccins non-obligatoires, la fumeuse promesse de Macron !

Il est fort probable, et c'est malin politiquement, qu'il était totalement inutile de rendre le vaccin obligatoire.

Ce serait stupide, et contre productif.

Il suffit de laisser les compagnies aériennes exiger de vous un carnet de vaccination pour être autorisé à voyager. C'est une volonté affichée déjà par la compagnie australienne Qantas (Cf vidéo ci-dessous de son pdg).

Il suffit de laisser les salles de spectacles ou de cinéma exiger de vous que vous soyez vacciné pour aller voir un film ou une pièce de théâtre.

Il suffit par exemple, de laisser les écoles exiger que les enfants soient vaccinés pour qu'ils soient scolarisés.

Si la déclaration présidentielle était rassurante, le problème, les vrais problèmes viendront après, lorsqu'il ne sera plus possible de faire quoi que ce soit sans être vacciné.

Le vaccin ne sera jamais obligatoire en soi. Il sera obligatoire pour certaines activités, incontournables. On peut imaginer par exemple que les restaurateurs puissent ouvrir à nouveau, mais qu'avec du personnel vacciné et que pour des clients vaccinés.

Sur ce sujet de la vaccination obligatoire ou pas, il ne faut pas oublier la dimension hypocrite évidente qui consiste à dire que ce n'est pas obligatoire sauf pour... et faites la liste !

Si le gouvernement veut rassurer pleinement, il faudra une sacrée transparence, et le coup du comité Théodule avec les citoyens tirés au sort à qui l'on fait gober les pires âneries comme la convention climat post gilets jaunes, c'est le summum de la manipulation et de la propagande cachée sous les atours de la « démocratie » et de la « concertation ».

Il faut donc d'abord et avant tout un débat sain et ouvert sur la dangerosité des vaccins, et comme l'a dit le président dire ce que l'on sait et ce que l'on ne sait pas, et **quand dans un acte médical on ne sait pas, et bien on ne fait pas !**

C'est assez facile à comprendre.

On ne joue pas aux apprentis sorciers avec 70 millions de Français et des vaccins dont on ne sait rien ou si peu de chose, et c'est la même chose avec ce virus.

Des pays asiatiques n'ont presque plus de cas de covid, pourtant ils n'ont pas plus de vaccin que nous.

Nous sommes dirigés par des manches et quand des manches vous demandent de remonter les manches pour vous faire piquer c'est peu rassurant.

La vaccination est bien trop importante pour être un outil politique et sur ce sujet comme sur tous les autres, il faut cesser de prendre les gens pour des jambons ! Les paradoxes, les contradictions cela finit par se voir comme l'illustre cette image de cet article.

Si les masques sont efficaces, pourquoi fermer les commerces ? Si les masques ne marchent pas, pourquoi les porter ? **<voir p.1>**

Et nous pourrions faire une liste interminable.

Les gens ne sont contre rien par principe, et je suis pragmatique, je suis donc pour « tout », **mais j'aimerais vraiment comprendre pourquoi on met par terre notre économie et la vie de millions de nos concitoyens.**



Charles SANNAT

Et pourtant il tourne !

Par [Michel Santi](#) novembre 24, 2020



Le keynésianisme fonctionne! Il nous aide à comprendre la crise économique et financière européenne, il nous en indique clairement les motifs et met en évidence les responsabilités. Idem pour les rares succès figurant au palmarès des politiques économiques mises en place en Europe depuis le déclenchement du psychodrame, toutes redevables au keynésianisme. Ceux qui, stigmatisant des taux d'intérêt proches du zéro, prévoyaient les foudres de l'hyper inflation sont en effet bien silencieux aujourd'hui... Le "whateverittakes" lui-même asséné par Mario Draghi en été 2012 constitue du reste la plus belle des professions de foi keynésienne selon laquelle la BCE n'hésiterait pas à activer généreusement sa planche à billets dès lors qu'il s'agirait de sauver l'euro !

Il n'est pas jusqu'au déclenchement même de la crise européenne que la théorie keynésienne basique n'ait vu venir. Comment en effet mener à bien une union monétaire dont les pays membres seraient nécessairement (un jour ou l'autre) confrontés à des chocs asymétriques, pour avoir perdu le contrôle sur leur politique monétaire? En faisant tout bonnement appel à l'outil keynésien par excellence, à savoir une politique contre cyclique ... qui ne fut évidemment pas mise en chantier par des Etats européens incapables d'alourdir la fiscalité et d'intensifier la régulation dans une conjoncture de forte croissance économique.

Tout peut donc être expliqué à l'aune du prisme keynésien, entre autres cette absence de mesures contre cyclique qui devait conduire à une demande, à une consommation et à des investissements excessifs en Europe périphérique. Avec, à la clé, une inflation dont les effets immédiats furent une détérioration de sa compétitivité, dans un contexte où l'honneur était sauf puisque les sacro-saints critères du Pacte de Stabilité étaient respectés. Anesthésiés par l'euphorie ambiante, les dirigeants de l'époque ne se rendirent évidemment pas compte que leurs excédents n'étaient que la résultante de leurs bulles spéculatives, et que leurs soldes comptables (comme leur respect des critères des 3% et des 60%) étaient bien plus le signal d'une boulimie malade que d'une saine gouvernance.

Pendant que l'Allemagne – stigmatisée alors comme étant l' "Homme malade de l'Europe" – creusait irrémédiablement l'écart du haut de son dumping salarial en profitant d'une inflation élevée chez ses voisins, tandis qu'elle mettait tout en oeuvre pour la comprimer chez elle. La recette pour se tailler – dans le cadre d'une union monétaire – la part du lion en termes de compétitivité? Maintenez dans votre pays une inflation très basse et encouragez les poussées inflationnistes chez vos voisins...

Comment expliquer à cette Allemagne qui exerce depuis plus de dix ans une intense pression sur la BCE visant à réduire encore et toujours sa tolérance à l'inflation, que le propre d'une union monétaire est d'abord d'avoir un objectif d'inflation qui soit commun à tous les pays membres ? Et comment expliquer les écarts de compétitivité flagrants entre Nord et Sud autrement que par ces écarts d'inflation ?

Si, à mesure de l'aggravation de la crise, l'austérité généralisée imposée en Europe ne fut pas prévue par les keynésiens, c'est qu'elle constituait une authentique aberration en regard de tous les fondements économiques, financiers et rationnels... qui devait logiquement se conclure en une seconde récession – celle de 2012 – et par

la déflation – celle d’aujourd’hui! Pour autant, que leur faut-il, aux ennemis haineux du keynésianisme, pour enfin reconnaître leur échec? Encore plus de chômeurs, de pauvreté, d’inégalités et d’abus perpétrés par le monde de la finance?

La Compliance et la Banque dans un monde qui change

Par [Michel Santi](#) novembre 23, 2020



La montée en puissance des départements ”compliance” (en français : conformité) des banques s’explique par les amendes imposées par les régulateurs et services judiciaires occidentaux, principalement américains. Après les attaques du 11-Septembre, après le « Patriot Act », après les sanctions US à l’encontre de l’Iran, de la Russie, de certains intervenants mexicains et de tous ceux que les Etats-Unis peuvent décréter peu fréquentables à un instant ponctuel et de manière unilatérale, c’est un peu moins de 30 milliards de dollars qui ont été prélevés sur le système bancaire mondial depuis 2008. Citons l’amende géante de 9.5 milliards à l’encontre de BNP Paribas, les 2 milliards payés par HSBC, les 1.8 milliards imposés à Standard Chartered, la condamnation cette année de l’UBS (qui a fait appel) à une amende (sans précédent en France) de 4.5 milliards d’euros pour évasion fiscale, sachant que cette liste est loin d’être exhaustive car amenée à s’ étoffer avec les banques scandinaves (comme Danske Bank ou Swedbank) sur la sellette pour être impliquées dans des scandales de blanchiment d’argent russe...

La compliance est donc devenu aujourd’hui le véritable système immunitaire de la banque. La comparaison étant loin d’être fortuite car – de fait – la lutte contre les crimes financiers relève, en 2019, d’une sophistication offrant des similitudes avec la complexité du système sanguin. Pour survivre, pour éviter d’être asphyxié sous une pléthore de réglementations couvrant l’ensemble des domaines d’activité de la banque, les «services» compliance, très vite érigés en «départements», ont dû recruter à une échelle quasiment industrielle dans un objectif double consistant à se conformer aux lois tout en étant armés face à l’inventivité des délinquants. Ainsi, en 2019, les 30’000 employés compliance de Citigroup constituent-ils 15% de l’ensemble du personnel de cette banque...contre 4% en 2008, tandis que JP Morgan Chase annonce pour sa part 43’000 employés dans ses divers départements conformité !

Les établissements financiers dépensent donc sans compter pour se protéger, comme Standard Chartered qui a puisé l’an dernier 20% de son profit avant impôts afin de perfectionner sa compliance, ou les banques britanniques ayant, selon la «Financial Conduct Authority», consacré 6.5 milliards de dollars en 2018 à la lutte diverse et variée contre les blanchiments en tous genres. Dans un tel contexte, il va de soi que ce sont celles qui se retrouvent dans l’œil du cyclone qui se montrent les plus zélées et qui affichent publiquement, haut et fort, leur détermination, à l’instar de Danske Bank qui vient d’annoncer le recrutement de plus de 600 spécialistes au sein de ce département. En toute logique, cette branche bien spécifique du monde de la banque – naguère noyée dans les services juridiques ou «risques» – a considérablement gagné en visibilité puisque les responsables de la compliance ont désormais un accès direct au Président-Directeur Général. Leur cahier des charges couvre

aujourd'hui des domaines essentiels comme les communications au Conseil d'Administration, la transmission d'informations cruciales aux clients et même la refondation de la culture bancaire.

Un établissement comme BNP Paribas est en effet pionnier dans la promotion de certains de ses cadres depuis divers services vers la compliance, et vice-versa, dans le but évident d'inculquer à l'ensemble de la banque les bons réflexes, mais également de familiariser les membres du département conformité aux divers métiers bancaires, et donc d'aiguiser leur œil face à d'éventuelles malversations ou erreurs commises par leurs collègues. Les rémunérations ont forcément dû suivre car les experts de talent (dans et hors de la banque) qui snobaient autrefois la compliance sont aujourd'hui attirés par des salaires comparables à ceux des cadres bancaires placés dans les «centres de profit».

Pour autant, il semblerait que 2019 et que 2020 soient les années du "Peak Compliance" du fait de la Révolution de l'Intelligence Artificielle et du Big Data. Déjà, HSBC envisage d'assigner un «bot» à chacun de ses clients qui serait en quelque sorte son «mouchard». Les banques anticipent en effet des partenariats étroits avec celles que l'on nomme les «Regtech» (comme RegBot ou Arachnys) dont les robots et algorithmes remplaceront les humains, accompliront toutes les tâches dévolues à la compliance, seront capables de maîtriser les méandres légaux et réglementaires d'un contexte condamné à se complexifier toujours plus.

Emblématique à cet effet est la loi dite «Dodd-Frank» promulguée en 2010 aux États-Unis, dont l'objectif était d'empêcher les abus des comportements de la finance et de permettre aux autorités de saisir – voire de démanteler – les établissements à taille de mastodonte, les « too big to fail ». Pourtant, comment agir de manière rapide et optimale dans un contexte où ce texte de loi fait 850 pages, soit plus de vingt fois la célèbre loi «Glass-Steagall» adoptée au lendemain de 1929 ? À elles seules, les règles (de cette loi Dodd-Frank) censées encadrer les opérations à risques entreprises pour les fonds propres des banques – les fameuses «Volckerrules» – comprennent 382 questions et 1420 sous-questions ! Certaines explications ou clarifications de cette loi concernant des points techniques s'étalent en outre sur des centaines de pages. Si bien que pas même le régulateur ne saurait prétendre avoir lu cette loi en entier... ou l'avoir comprise ! De l'aveu même de Sheila Blair, ancienne patronne de la FDIC (le régulateur américain), cette réforme «se noie dans un océan de complexité».

Pour reprendre l'analogie sanguine du début de cette analyse, les globules blancs – constituant l'essentiel du système de défense de notre organisme – peuvent se révéler nocifs pour l'organisme qui devient dès lors leucémique. Attention donc à ne pas sombrer dans l'excès contraire car trop de surveillance – comme trop de réglementations – peuvent en finalité avoir des perniciose, voire profiter à la délinquance.



L'inflation est plus forte qu'on ne le dit et elle est plus nuisible

Daniel Lacalle 26 novembre 2020

Les banques centrales pratiquent des politiques volontairement inflationnistes.

Elles estiment qu'il n'y a pas de risque dans la politique monétaire actuelle sur la base de deux idées fausses:

- 1) qu'il n'y a pas d'inflation, selon elles,
- 2) que les avantages de cette politique sont supérieures aux risques.

L'idée qu'il n'y a pas d'inflation est fausse.

Il y a une forte inflation dans les biens et services que les consommateurs demandent et utilisent réellement chaque jour.

Les indices des prix à la consommation officiels sont artificiellement maintenus bas par le pétrole, le tourisme et la technologie, ce qui masque les hausses des coûts des soins de santé, des loyers, du logement, de l'éducation, des assurances et des aliments frais.

Ces hausses sont nettement plus élevées que les hausses des salaires nominaux et celles que les indices officiels n'indiquent.

En outre, dans les pays où la taxation de l'énergie est agressive, l'impact négatif sur l'indice des prix du pétrole et du gaz ne se voit pas du tout dans les factures réelles d'électricité et de gaz des consommateurs.

Une étude récente d'Alberto Cavallo montre que l'inflation officielle ne reflète pas les changements dans les modes de consommation et conclut que l'inflation réelle est plus du double du niveau officiel du panier moyen.

Selon un article de James Mackintosh dans le Wall Street Journal, les prix augmentent jusqu'à trois fois le taux de l'indice officiel pour les choses dont les gens ont besoin pendant la pandémie, même si le chiffre global d'inflation reste modéré.

Les statistiques officielles retiennent un panier de dépenses qui diminue sur les biens et services reproductibles que nous achetons de temps à autre. En tant que tels, les prix de la technologie, de l'hôtellerie et des loisirs baissent, mais les choses que nous acquérons au quotidien et dont nous ne pouvons pas nous priver augmentent beaucoup plus rapidement que les salaires nominaux et réels.

Les banques centrales diront souvent que ces hausses de prix ne sont pas dues à la politique monétaire, mais aux forces du marché.

Cependant, c'est précisément la politique monétaire qui exerce une pression sur les forces du marché en poussant les taux à la baisse et la masse monétaire à la hausse.

La politique monétaire fait qu'il est plus difficile pour les moins privilégiés de vivre au jour le jour et de plus en plus difficile pour la classe moyenne d'épargner et d'acheter des actifs dont les prix augmentent en raison de politiques monétaires expansionnistes, les actifs tels que les maisons et les obligations deviennent hors de prix.

L'inflation ne fait peut-être pas la une des journaux, mais les consommateurs le ressentent.

Le public général a subi une augmentation constante du prix de l'éducation, de la santé, des assurances et des services publics pendant toute période où les banques centrales se sont senties obligées de «lutter contre la déflation»... Un risque de déflation qu'aucun consommateur n'a vu, encore moins les basses et moyennes classes. *<sauf dans le pétrole>*

Ce n'est pas un hasard si la Banque centrale européenne s'inquiète constamment d'une faible inflation alors que les protestations contre la hausse du coût de la vie se répandent dans toute la zone euro.

Les mesures officielles d'inflation ne reflètent tout simplement pas les difficultés et la perte de pouvoir d'achat des salaires et de l'épargne de la classe moyenne.

Les politiques inflationnistes créent un double risque.

Premièrement, une augmentation spectaculaire des inégalités alors que les pauvres sont laissés pour compte par la hausse des prix des actifs et l'effet de richesse, mais qu'ils ressentent plus que quiconque l'augmentation des biens et services de base.

Deuxièmement, parce qu'il est faux de dire que les salaires augmentent parallèlement à l'inflation. Les salaires réels stagnent en raison de la faible croissance de la productivité et des surcapacités alors que les taux de chômage sont faibles, ce qui maintient les salaires nettement en dessous de la hausse des services essentiels.

Les banques centrales devraient également s'inquiéter de la dépendance croissante des marchés obligataires et boursiers à l'égard de la prochaine injection de liquidités et de la prochaine baisse des taux.

Si j'étais président d'une banque centrale, je serais vraiment inquiet si les marchés réagissaient de manière agressive à mes annonces. Ce serait un signal inquiétant de co-dépendance et de risque de bulles.

Quand les États souverains aux déficits massifs et aux finances affaiblies ont les rendements obligataires les plus bas de l'histoire, ce n'est pas un succès de la banque centrale, c'est un échec.

L'inflation n'est pas une politique sociale.

Elle profite de manière disproportionnée au premier bénéficiaire de l'argent nouvellement créé c'est-à-dire du gouvernement et aux secteurs à forte intensité de capital, mais elle nuit au pouvoir d'achat des salaires et de l'épargne des classes basse et moyenne.

La politique monétaire «expansionniste» est un transfert massif de richesse des épargnants vers les emprunteurs.

En outre, ces effets secondaires négatifs évidents ne sont pas résolus par le soi-disant «assouplissement quantitatif pour la population». Une mauvaise politique monétaire n'est pas résolue par une politique qui est encore pire.

L'injection directe de liquidités pour financer les programmes d'assistance et les dépenses du gouvernement est la recette de la stagnation et de la pauvreté.

Ce n'est pas un hasard si ceux qui ont mis en œuvre sans réserve les recommandations de la MMT – charlatanisme politique monétaire moderne-, l'Argentine, la Turquie, l'Iran, le Venezuela et d'autres, ont connu une augmentation de la pauvreté, une croissance plus faible, des salaires réels moins bons et la destruction de la monnaie.

Croire que les prix doivent augmenter à tout prix parce que, sinon, les consommateurs peuvent reporter leurs décisions d'achat est généralement ridicule dans la grande majorité des décisions d'achat.

C'est manifestement faux dans une crise pandémique. Le fait que les prix augmentent dans une crise pandémique n'est pas un succès, c'est un échec misérable et fait du tort à tous les consommateurs qui voient leurs revenus s'effondrer de 10 ou 20%.

Les banques centrales doivent commencer à réfléchir aux conséquences négatives de la bulle obligataire massive qu'elles ont créée et à celle de la hausse du coût de la vie pour les classes moyennes et basses avant qu'il ne soit trop tard.

Daniel Lacalle

Le "grand Reset" et le risque d'un plus grand interventionnisme

Daniel Lacalle 22 novembre, 2020



La dette mondiale devrait s'élever à un niveau record de 277 000 milliards de dollars d'ici la fin de l'année, selon l'Institut de finance internationale. La dette totale des marchés développés - gouvernements, entreprises et ménages - a fait un bond à 432 % du PIB au troisième trimestre. Le ratio de la dette des marchés émergents au PIB a atteint près de 250 % au troisième trimestre, la Chine atteignant 335 %, et pour l'année, ce ratio devrait atteindre environ 365 % du PIB mondial. L'essentiel de cette augmentation massive de 15 000 milliards de dollars en un an provient de la réaction du gouvernement et des entreprises face à la pandémie. Toutefois, nous devons nous rappeler que le chiffre de la dette totale a déjà atteint des sommets en 2019, avant même toute pandémie et en période de croissance.

Le principal problème est que la majeure partie de cette dette est une dette improductive. Les gouvernements utilisent la marge de manœuvre budgétaire sans précédent pour perpétuer des dépenses courantes gonflées, qui ne génèrent aucun rendement économique réel. Il est donc probable que la dette continuera d'augmenter après la fin de la crise pandémique et que le niveau de croissance et de productivité atteint ne suffira pas à réduire la charge financière qui pèse sur les comptes publics.

Dans ce contexte, le Forum économique mondial a présenté une feuille de route pour ce qui a été appelé "**The Grand Reset**". Il s'agit d'un plan qui vise à saisir l'occasion actuelle pour "façonner une reprise économique et l'orientation future des relations, des économies et des priorités mondiales". Selon le Forum économique mondial, le monde doit également s'adapter à la réalité actuelle en "orientant le marché vers des résultats plus équitables, en veillant à ce que les investissements soient axés sur le progrès mutuel, notamment en accélérant les investissements écologiques, et en entamant une quatrième révolution industrielle, en créant des infrastructures économiques et publiques numériques". Ces objectifs sont évidemment partagés par nous tous, et la réalité montre que le secteur privé met déjà en œuvre ces idées, car nous voyons la technologie, les investissements renouvelables et les plans de durabilité prospérer partout dans le monde.

Nous sommes témoins en temps réel de la preuve que les entreprises s'adaptent rapidement et fournissent de meilleurs biens et services à des prix abordables pour tous, atteignant un niveau de progrès en matière d'objectifs environnementaux et de bien-être qui serait impensable si les gouvernements étaient aux commandes.

Cette crise montre que le monde a échappé au risque de pénurie et d'hyperinflation grâce à un secteur privé qui a dépassé toutes les attentes dans une crise apparemment insurmontable.

Le message global du Forum économique mondial semble prometteur. Il n'y a que trois mots qui viennent gâcher l'ensemble du message positif : "diriger le marché". Le risque que les gouvernements prennent ces idées pour promouvoir un interventionnisme massif n'est pas mince. **L'idée du Grand Reset a été rapidement adoptée par les économies les plus bureaucratiques et les plus interventionnistes comme une validation de l'implication croissante des gouvernements dans l'économie. Cependant, cela est faux.**

L'idée que les gouvernements vont promouvoir un système économique qui réduit l'inflation, améliore la concurrence et donne du pouvoir aux citoyens est plus que farfelue. En tant que tel, le Forum économique mondial ne peut ignorer le risque d'intervention gouvernementale dans le cadre de cette idée d'un grand Reset qui n'a pas besoin d'être mis en œuvre comme il l'est déjà depuis des années.

La technologie, la concurrence et l'ouverture des marchés feront plus pour la durabilité, le bien-être social et l'environnement que l'action gouvernementale, car même les gouvernements les mieux intentionnés essaieront de défendre à tout prix trois choses qui vont à l'encontre des messages bien intentionnés du Forum économique mondial : Les gouvernements continueront à essayer de défendre leurs champions nationaux, une inflation croissante et un contrôle accru de l'économie. Ces trois choses vont à l'encontre de l'idée d'un nouveau monde avec des biens et des services meilleurs et plus abordables pour tous, avec une meilleure protection sociale, un chômage plus faible et un secteur privé prospère et hautement productif.

Nous devrions toujours nous préoccuper des idées bien intentionnées lorsque les premiers à les adopter sont ceux qui sont contre la liberté et la concurrence.

Il y a une partie encore plus sombre. De nombreux interventionnistes ont salué cette proposition comme une occasion d'effacer la dette. Tout cela semble bien tant que nous ne comprenons pas ce que cela implique réellement. Le risque est énorme que les gouvernements utilisent l'excuse de l'annulation d'une partie de leur dette pour décider d'annuler une grande partie de nos économies. Nous devons nous rappeler qu'il ne s'agit même pas d'une théorie de conspiration. La plupart des partisans de la théorie monétaire moderne partent du principe que les déficits publics sont compensés par l'épargne des ménages et du secteur privé, il n'y a donc pas de problème... Le seul problème mineur (notez l'ironie) est de faire correspondre sa dette à l'épargne d'un autre. **Si nous comprenons le système monétaire mondial, nous comprendrons alors que l'effacement de billions de dettes publiques signifierait également l'effacement de billions d'économies des citoyens.**

L'idée d'un système économique plus durable, plus propre et plus social n'est pas nouvelle, et il n'est pas nécessaire que les gouvernements l'imposent. Elle se concrétise en ce moment même grâce à la concurrence et à la technologie. Les gouvernements ne devraient pas être autorisés à réduire et à limiter la liberté, l'épargne et les salaires réels des citoyens, même pour une promesse bien intentionnée. La meilleure façon de s'assurer que les gouvernements ou les grandes entreprises ne vont pas utiliser cette excuse pour éliminer la liberté et les droits individuels est de promouvoir des marchés libres et plus de concurrence. Il n'est pas nécessaire de pousser ou d'imposer des investissements et des idées d'amélioration du bien-être ; les consommateurs poussent déjà les entreprises du monde entier à mettre en œuvre des politiques de plus en plus durables et respectueuses de l'environnement. **Cette approche axée sur le marché est plus efficace que de laisser le risque d'interventionnisme et d'ingérence gouvernementale s'installer, car une fois que cela se produit, il est presque impossible de le défaire.**

Si nous voulons un monde plus durable, nous devons défendre des politiques financières saines et moins d'interventions gouvernementales. **Ce sont les marchés libres, et non les gouvernements, qui rendront ce monde meilleur pour tous.**

La même intervention massive des gouvernements qui nous a amenés ici ne nous fera pas sortir d'ici.

« En Bourse, plus ça monte et plus il y a de cons! »

Bruno Bertez 26 novembre 2020

Nous sommes en train de préparer une crise financière de grande ampleur. Sanglante. Dans 1 an, dans 5 ans, dans 7 ans ? Peu importe à l'échelle de l'Histoire. La crise de 1923 en Allemagne a été construite dès avant la guerre 14!

Rien n'a été appris en 2008, et surtout rien n'a été compris.

Ce ne sont pas les quelques dysfonctionnements que l'on a relevé qui sont les causes de la crise, non c'est la logique, le fondamental, l'essence du marché financier qui est responsable.

Le marché financier ne s'auto régule pas comme les marchés de biens et de services, non il est enclin au contraire à l'emballage et cet emballage devient fou lorsque les autorités monétaires non seulement l'encouragent mais aussi l'alimentent monétairement.

Quand j'ai fait mes débuts en Bourse j'ai eu un bon maître qui résumait toute la sagesse d'un vieux professionnel:

« En Bourse, plus ça monte et plus il y a de cons! »

Lisez l'analyse théorique d'André Orléan puis le texte complètement surréaliste de Jeremy Siegel qui est un grand, un très grand de « l'investissement » ci-dessous.

André Orléan:

Lors de la crise de 2008, tout ce qui était « autour » du marché a dysfonctionné sans que le marché lui-même ne soit questionné.

On ne trouve aucune remise en cause du principe concurrentiel lui-même, autrement dit du rôle qui est assigné aux marchés financiers dans l'allocation internationale des capitaux.

Leur primauté et leur intégrité se trouvent d'ailleurs explicitement réaffirmées comme le but visé par le G20. À mon sens, c'est là une erreur d'ampleur considérable.

L'instabilité est, à mes yeux, inhérente à la concurrence financière elle-même. Les facteurs énumérés par le G20 ont certes une part de responsabilité mais la responsabilité centrale est à chercher dans le principe concurrentiel lui-même appliqué aux titres financiers !

Cela tient à sa logique propre qui fait que, par exemple, une croissance du prix n'engendre pas mécaniquement, comme c'est le cas sur les marchés de biens ordinaires, des forces de rappel qui tendent à peser à la baisse sur le prix, à savoir une diminution de la demande.

Les prix financiers peuvent dériver fortement, à la hausse comme à la baisse, sans que les marchés produisent des forces contraires dans la mesure où le principe d'autorégulation que connaissent certains marchés de biens ordinaires n'y prévaut nullement.

Voilà le nœud du problème comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire. En conséquence, nos économies ne sauraient s'en remettre à la concurrence financière sans courir de grands risques.

À l'opposé, le G20 croit dans les vertus des marchés financiers et interprète ses crises comme des accidents qui auraient pu être évités si le mécanisme concurrentiel n'avait pas été pollué. Aussi, pour éviter les crises, faudrait-il rétablir le mécanisme concurrentiel dans toute sa pureté, en suivant le modèle des grands marchés boursiers centralisés. Telle est la doctrine officielle : promouvoir la transparence.

En Bourse on ne peut aller que d'excès en excès

Bruno Bertez 25 novembre 2020

Voilà pourquoi je crois que les marchés financiers sont structurellement inefficaces et pour quoi la crise de la bulle est inéluctable: Il n'y a aucune force régulatrice. En Bourse tout le monde est complice, tout le monde veut la hausse, y compris les banques centrales, les gouvernements, les entreprises, les épargnants, les banques, etc. On ne peut aller que d'excès en excès.

Lisez et conservez ce texte

« Dès lors que j'analyse le marché financier comme une structure particulière ayant pour rôle de produire des évaluations légitimes selon la logique conçue par Durkheim, je suis conduit à insister sur le fait que ces marchés répondent à une dynamique différente de celle qui prévaut sur les marchés dédiés à la consommation.

Selon moi, l'idée chère aux économistes depuis trente ans selon laquelle la concurrence financière est de même nature que la concurrence sur les marchés de biens ordinaires doit être vigoureusement rejetée.

La « loi de l'offre et de la demande » ne s'applique pas sur les marchés financiers : une augmentation du prix ne conduit pas mécaniquement à une baisse de la demande, raison centrale pour laquelle l'autorégulation concurrentielle est absente de ces marchés.

C'est là un résultat aux conséquences considérables car il implique que ces marchés ne peuvent, en aucun cas, être laissés à eux-mêmes puisque les forces de rappel autorégulatrices n'y sont aucunement présentes.

Pour cette raison, je juge tout à fait inapproprié le mouvement de libéralisation financière qu'ont connu nos économies depuis les années 1980.

D'ailleurs cette différence de nature n'est-elle pas évidente ? Sur un marché de biens, comme, par exemple, celui des voitures, deux groupes aux intérêts contraires se font face : les consommateurs qui veulent des prix bas et les producteurs qui veulent des prix élevés. Chaque groupe pousse ou tire dans son sens et il est intuitif de penser que ces deux forces opposées vont trouver un compromis. Ce compromis se maintient car ces intérêts opposés veillent à ce qu'il soit respecté. Si le prix bouge, ils interviennent immédiatement. Telle est la signification de la loi de l'offre et de la demande.

Mais, sur un marché financier, par exemple, la bourse des actions, la situation est tout à fait différente. On n'y trouve nullement deux groupes aux intérêts opposés mais une même communauté, celle des propriétaires d'actions. Ce sont les mêmes individus qui sont alternativement vendeur ou acheteur, en

fonction de leur besoin conjoncturel et spécifique de liquidité. Si on appréhende le groupe dans sa totalité, nulle opposition d'intérêts mais plutôt un même désir de voir croître les prix des actions. D'où viendraient alors les forces autorégulatrices ?»

André Orléan

Ne confondez pas monnaie et richesse (2/2)

rédigé par [Bryce McBride](#) 26 novembre 2020

La nature de la monnaie a changé ces dernières années – et avec elle, l'économie elle-même a subi de profondes mutations... qui ne vont pas dans le bon sens.



Émettre des milliers de milliards de dollars de nouvelle monnaie ne créera pas la main d'œuvre qualifiée et les autres facteurs de production nécessaires pour atteindre ces objectifs nécessaires à la mise en place de programmes politiques ambitieux, [comme nous l'avons vu hier](#).

Cela d'autant plus que, de nos jours, l'essentiel de la nouvelle monnaie est créé par le biais des banques, lorsqu'elles distribuent des prêts pour financer l'acquisition de biens immobiliers et autres formes d'investissements spéculatifs.

Dans le meilleur des cas, cela ne fera que transférer des capitaux et des facteurs de production de ceux qui sont le plus en mesure de les utiliser à bon escient vers ceux qui sont le plus susceptibles de les utiliser inefficacement.

Dans le pire des cas, cela pourrait purement et simplement menacer la viabilité de l'ensemble des entreprises productives.

Illustrons cette idée avec un exemple concret...

Nouvelle monnaie et richesse réelle

Revenons au cas de la propriétaire d'une petite entreprise, abordé hier. Si une grande quantité de nouvelle monnaie était injectée dans l'économie au moment même où elle vendait son entreprise, les prix des formes alternatives de richesse augmenteraient certainement.

La hausse des cours sur les marchés boursiers, qui a eu lieu malgré le désastre économique que constitue la pandémie et les politiques de confinement, est une preuve de l'impact de la création monétaire sur les prix des actifs.

Malheureusement pour notre femme d'affaires retraitée, son argent, obtenu suite à la vente de son entreprise (qui représente une forme de richesse *réelle*), est à présent en concurrence avec la nouvelle monnaie créée (à partir de rien) pour acheter des actifs générateurs de rendement.

La richesse issue de la vente de son entreprise ne sera donc pas suffisante pour racheter autant de nouvelles richesses sous d'autres formes, comme cela aurait été le cas si la masse monétaire était restée stable.

Plus troublant encore, les richesses sont ainsi transférées des mains d'une personne qui a prouvé sa capacité à créer et préserver des richesses, vers des gens qui, en tant qu'initiés bénéficiant d'un accès privilégié à des sommes potentiellement illimitées de monnaie nouvellement créée, ont au contraire toutes les raisons d'être imprudents.

Passage à une économie de pillage

Nous avons ici la situation à laquelle sont maintenant confrontés la plupart des pays développés. Des économies autrefois industrialisées et productives ont vu, au cours des 40 dernières années, une grande partie de leurs richesses passer sous le contrôle de grandes entreprises, de fonds d'investissement et de fonds de capital-risque qui bénéficient d'un accès privilégié au financement monétaire.

Cependant, plutôt que d'utiliser cette nouvelle monnaie pour investir dans l'innovation et la croissance afin de créer davantage de richesses, ces nouveaux propriétaires ont décidé de piller les entreprises qu'ils contrôlent en les obligeant à s'endetter pour racheter leurs propres actions.

Si ce processus a permis de faire grimper en flèche les bénéfices par action et les bonus perçus par les dirigeants de ces entreprises, il a également eu pour conséquence d'endetter de façon excessive les entreprises – et donc de les rendre à la fois plus vulnérables en cas de crise économique, moins innovantes et moins productives.

La richesse qui avait été accumulée au fil des décennies a été dilapidée et les inégalités de revenus et de patrimoine se sont accrues au point de menacer la stabilité sociale.

L'argent de qui ?

Comme l'a déclaré Roy Adkin, spécialiste du problème des faillites, dans « The League of Gentlemen » (épisode 3 de la série documentaire *Pandora's Box*, réalisée par Adam Curtis) :

« Les économistes semblent penser que tous les problèmes pourraient être résolus par la monnaie, par son utilisation, plutôt que par la création de richesse. Mais ils n'ont jamais vraiment réussi. Alors j'aimerais leur poser une simple question : l'argent de qui ? quel argent ? d'où provient-il ? »

La monnaie est un outil. Elle rend un service utile lorsqu'elle permet de faciliter les échanges de différentes formes de richesses... mais il ne faut pas la confondre avec la véritable richesse.

Pourtant, dans notre système monétaire actuel, l'influence de la monnaie a grandi au point qu'elle n'est plus au service de la richesse, elle en est au contraire devenue le maître et le destructeur.

Ainsi, l'accélération constante de la création monétaire, bien qu'elle soit présentée comme un moyen par lequel nous pourrions construire une société meilleure, a plus de chances de nous conduire précisément dans la direction opposée.

Dette, la meilleure et la pire des choses

rédigé par [Bruno Bertez](#) 26 novembre 2020

La question de la dette est indissociable de celle de la monnaie. Les banques centrales se démènent pour gérer les deux, et ce faisant, elles sont entrées dans un engrenage implacable...



Le système de la dette est un système double face, ce qui n'a rien d'étonnant philosophiquement.

C'est un système Janus avec un [côté pile et un côté face](#), avec la coexistence conflictuelle indissociable du meilleur et de la pire des choses. Je dis souvent que la dette, c'est comme la langue d'Esope : la meilleure et la pire des choses.

Passif douloureux pour les uns, actif enrichissant pour les autres, la dette n'est pas un en-soi, c'est un rapport social.

Ce que j'appelle la médaille de la dette tient par une tranche – et cette tranche, c'est le rapport social.

Le rapport social, c'est une chose complexe faite de sociologie, de pouvoir, de politique, de culture, etc. Quand les rapports sociaux changent, la dette change – c'est ce que nous montre l'exemple des emprunts russes ou celui des vieux emprunts placés en France au début du siècle précédent !

Monnaie = dette

Il est important de le dire et le redire, car notre monnaie, c'est de la dette.

Ce n'est pas, comme veut le faire croire « l'économie-bidon-classique-de-l'establishment », une marchandise dont le prix s'établit par l'offre et la demande. Ce n'est pas non plus un jeton d'institution d'Etat, comme veulent le faire croire [les égarés de la TMM \(Théorie monétaire moderne\)](#).

Non, la dette, la monnaie – tout cela, c'est du rapport social.

Et ce rapport social, il est concret, décentralisé ; il est fragmenté, il est divers, variable – il est fragile. C'est du rapport social qui vient d'en bas.

Face à cette diversité et à cette fragilité, **les banques centrales** emploient toutes leurs forces pour unifier, pour socialiser, pour centraliser. Elles créent de la « monnaie banque centrale » ; elles font tenir dans des corsets de taux, elles absorbent les pertes – et donc, dans leur bilan, elles socialisent et nationalisent.

Elles déploient une énergie considérable pour faire tenir le système, pour imposer des prix et des rapports de prix. C'est le déploiement de cette énergie de centralisation/socialisation qui va les perdre.

Elles sont prises dans un engrenage dont on ne sort pas.

Quelle leçon retenir de l'Argentine ?

rédigé par [Bill Bonner](#) 26 novembre 2020

Bill Bonner est arrivé aux Etats-Unis, mais son trajet le long de la côte est, de la Floride à Baltimore, lui prendra quelques jours. En attendant de le retrouver, retour sur la situation de l'Argentine... et ce qu'elle peut nous apprendre pour l'avenir.



Je passe régulièrement du temps dans des économies dysfonctionnelles.

En Argentine, si l'on veut acheter quelque chose, il faut savoir quelle monnaie le vendeur acceptera... et à quel taux.

« Vous voulez le taux blanc, le taux bleu ou le taux noir ? Ou bien vous voulez payer en dollars ? », vous demandera-t-on généralement.

Pour répondre en toute connaissance de cause, il vous faudra entrer dans une « caverne ». Oui, c'est ainsi qu'on appelle les « bureaux de change » officiels en Argentine.

A Salta, la ville la plus proche du ranch, les changeurs sont encore au coin de la grand'place... où ils demandent des *dolares* au touriste qui passe. Les principaux clients, cela dit, ne sont probablement pas les touristes de passage.

De temps en temps, une camionnette s'arrête. La vitre descend.

« C'est quoi le taux ? », demande le conducteur.

L'agent de change s'approche et fait sa meilleure offre. Si elle convient au conducteur, il sort une liasse de billets.

Les touristes veulent des pesos – à un taux correct, afin d'acheter des choses à Salta. Les autochtones, quant à eux, veulent des dollars – pour pouvoir se protéger contre l'inflation, qui atteint un taux qu'on estime aux environs des 50% par an (je dis « qu'on estime » parce que personne ne le sait vraiment... mais nous y reviendrons).

Qui sait combien de temps cela pourra encore durer ? Il paraît que l'Argentine est en train de se trouver à court de devises internationales.

Complications et illégalité

Parallèlement, l'économie « au noir » – non taxée, non régulée et souvent carrément malhonnête – devient une habitude difficile à perdre.

Dans une économie dysfonctionnelle, toutes les décisions sont compliquées. Les prix des machines d'importation – sans parler des biens du quotidien – tendent à être élevés. La législation protectionniste fait grimper les dépenses. Il faut soudoyer les autorités.

Chacun doit faire tout son possible pour faire baisser ses coûts – en utilisant des moyens légaux, illégaux et souvent entre les deux.

L'incertitude et l'ambiguïté accompagnent chaque transaction. L'incertitude est aggravée par le fait que l'acheteur aussi bien que le vendeur parient sur la valeur réelle actuelle de la devise dans laquelle ils font affaire... aussi bien que sur sa future valeur.

L'une des caractéristiques d'une telle économie, c'est la défiance. On ne sait jamais à quelle monnaie... ou à qui... se fier. On ne sait jamais exactement ce qu'il se passe. Et tout peut changer.

Que pouvons-nous apprendre de l'Argentine ? Peut-elle nous aider à nous préparer – nous et notre famille – à un système plus dysfonctionnel aux Etats-Unis et en Europe ? Peut-être.

Quelque chose doit céder

Depuis près d'un demi-siècle, aux Etats-Unis, la valeur des actifs, le niveau de vie et la croissance du PIB ne dépendent plus de la production réelle ou des revenus réels.

Au lieu de cela, le crédit s'est développé bien au-delà de la production nécessaire pour le soutenir. Depuis le début des années 1980 environ, la dette en est venue à dépasser le PIB sous-jacent – de plus de 35 000 Mds\$.

Tôt ou tard, quelque chose doit céder ; la dette ne peut pas éternellement augmenter plus vite que la croissance économique.

Il y a une forte possibilité que lorsque les vannes sauteront, les finances américaines sembleront aussi dysfonctionnelles que celles de l'Argentine.

Alors que pouvons-nous apprendre de l'Argentine qui pourrait nous aider ?

C'est ce que nous verrons demain...